



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 16 DECEMBRE 1905

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 3609

Proclamation

Canada,  
Province de }  
Québec. }  
(L. S.)

L. A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le TREIZIEME jour du mois de JANVIER prochain—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec se trouve prorogée au TREIZIEME jour du mois de JANVIER prochain.

NÉANMOINS, pour certaines causes et considérations, Nous avons jugé à propos, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 16th DECEMBER, 1905.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 3610

Proclamation

Canada,  
Province of }  
Quebec. }  
(L. S.)

L. A. JETTÉ.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the THIRTEENTH day of the month of JANUARY next—GREETING.

PROCLAMATION

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec stands prorogued to the THIRTEENTH day of the month of JANUARY next.

NEVERTHELESS, for certain causes and considerations, We have thought fit further to prorogue the same to the EIGHTEENTH day of the month

la proroger de nouveau au DIX-HUITIEME jour du mois de JANVIER prochain, de manière que vous n'ayez aucun de vous n'êtes tenus ou obligés de paraître en notre cité de Québec, le dit TREIZIEME jour de JANVIER prochain, et Nous voulons en conséquence que vous et chacun de vous et tous autres y intéressés, paraissiez personnellement et soyez en Notre dite Cité de Québec, JEUDI, le DIX-HUITIEME jour du mois de JANVIER prochain, pour la DEPECHE DES AFFAIRES, et y traiter, faire, agir et conclure sur les matières qui, par la faveur de Dieu, en Notre Législature de la Province de Québec, pourront, par le Conseil Commun de Notre dite Province, être ordonnées.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce QUATRIEME jour de DECEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent cinq, et de Notre Règne la cinquième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,  
Greffier de la Couronne en Chancellerie,  
Québec.

4121

### Avis du Gouvernement

"The Universal Construction Company" a été autorisée à faire les affaires suivantes dans la province de Québec, savoir : acquérir, tenir et posséder des immeubles, ériger des bâtisses sur iceux, acquérir et posséder des biens meubles en rapport avec tels immeubles et bâtisses, avec pouvoir de les louer, vendre, hypothéquer ou en disposer autrement.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Albert J. Brown, de la cité de Montréal.

L. RODOLPHE ROY,  
Secrétaire de la province.

Québec, 11 novembre 1905. 4207

### ASSEMBLEE LEGISLATIVE,

Québec, 9 décembre 1905.

Avis est par le présent donné, conformément aux règles 49 et 50 de l'Assemblée législative, que nulle pétition pour un bill privé ne sera reçue par cette Chambre après le premier jour du mois de février prochain, qu'aucun bill privé ne pourra être présenté après le huitième jour du dit mois, qu'aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne pourra être reçue après le quinzième jour du dit mois de février.

L. G. DESJARDINS,  
Greffier de l'Assemblée législative.

409

### PARLEMENT DU CANADA.

### EXTRAITS DES REGLES DU SÉNAT ET DE LA CHAMBRE DES COMMUNES, RELATIVES AUX BILLS PRIVÉS.

Toutes demandes de bills privés doivent être annoncées par un avis sur la signature et l'adresse des

of JANUARY next, so that neither you nor any of you, on the said THIRTEENTH day of the month of JANUARY next, at Our City of Quebec, to appear are to be held and constrained, for We will that you and each of you and all others in the behalf interested, that on THURSDAY, the EIGHTEENTH day of the month of JANUARY next, at Our said City of Quebec, personally be and appear for the DESPATCH OF BUSINESS, to treat, do act and conclude upon those things, which, in Our Legislature of the Province of Quebec, by the Common Council of Our said Province, may, by the favor of God, be ordained.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this FOURTH day of DECEMBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and five, and in the fifth year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Crown in Chancery,  
Québec.

4122

### Government Notice

"The Universal Construction Company" has been authorized to do the following business in the province of Quebec, viz: to acquire, hold and own real estate to erect buildings therein, to acquire and own personal property connected with such real estate and buildings, with power to lease, sell, hypothecate or otherwise dispose of the same.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Albert J. Brown, of the city of Montreal.

L. RODOLPHE ROY,  
Provincial Secretary.

Québec, 11th November, 1905. 4206

### LEGISLATIVE ASSEMBLY

Québec, 9th December, 1905.

Notice is hereby given that, in conformity with the rules 49 and 50 of the Legislative Assembly, no petition for any private bill shall be received by the House after the first day of the month of February next, that no private bill shall be introduced after the eighth day of said month, that no report of any standing or select committee upon a private bill shall be received after the fifteenth day of said month of February.

L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Legislative Assembly.

4109

### PARLIAMENT OF CANADA.

### EXTRACTS FROM RULES OF THE SENATE AND HOUSE OF COMMONS, RELATING TO PRIVATE BILLS.

All applications for Private Bills require a notice over the signature and address of the applicants of

pétitionnaires ou de leurs solliciteurs, indiquant d'une manière claire et précise la nature et l'objet de la demande, et publié comme suit : Dans la *Gazette du Canada* et dans un journal du comté, district, comtés-unis ou territoires intéressés dans la mesure projetée ; ou s'il n'y paraît pas de journal, alors la publication doit se faire dans un journal du comté, district ou territoire le plus voisin où il s'en publie. Dans les provinces de Québec et de Manitoba, l'avis doit se donner de la même manière en langue anglaise et en langue française. La publication de ces avis durera, dans chaque cas, la période de deux mois au moins pendant l'intervalle du temps qui s'écoulera entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition. Des exemplaires marqués de tous les numéros des journaux reproduisant la première et la dernière insertions de l'avis, devront être transmis au greffier de chaque Chambre, et porter à l'endos "Demandes de bills privés."

Dans le cas d'une demande pour la construction d'un pont de péage, l'avis devra mentionner les taux de péage proposés, la nature de la construction, la hauteur des arches, l'espace entre les culées ou piles, etc.

On devra déposer au bureau du greffier de la Chambre où le bill prendra naissance, huit jours au moins avant l'ouverture du Parlement, une copie du bill avec une somme suffisante pour en payer la traduction et l'impression. Une somme additionnelle de deux cents piastres, plus le coût de l'impression de l'acte dans les statuts, sera immédiatement exigée après la deuxième lecture du bill.

Les pétitions en obtention de bills privés doivent se présenter au Sénat et à la Chambre des Communes dans les trois premières semaines de la session.

Les bills privés doivent se présenter au Sénat ou à la Chambre des Communes dans les quatre premières semaines de la session.

SAML. E. ST. O. CHAPLEAU,  
Greffier du Sénat.  
THOS. B. FLINT,  
3481 Greffier de la Chambre des Communes.

#### RÈGLE SPÉCIALE DU SÉNAT.

49. (c) Chaque fois qu'un bill doit opérer dans plus d'une province, territoire ou district, l'avis sera publié dans la *Gazette du Canada* et dans un journal bien établi publié dans chaque province, territoire ou district où le bill doit opérer.

#### ORDRE PERMANENT.

Lorsqu'un bill, confirmant un bail, une convention ou toute autre espèce de contrat, sera reçu ou présenté au Sénat, ce bail, cette convention ou cette autre espèce de contrat sera exposé dans un appendice ou autrement.

SAML. E. ST. O. CHAPLEAU,  
3483 Greffier du Sénat.

#### EXTRAITS DES RÈGLEMENTS SPÉCIAUX DE LA CHAMBRE DES COMMUNES.

Les bills privés doivent être rédigés de manière à y incorporer, par référence, les clauses des actes généraux relatives aux détails que doivent régler les bills.

Les bills privés tendant à la modification ou à l'adoption d'actes dont l'objet est de constituer des compagnies de chemins de fer en incorporation, doivent être rédigés selon la formule du bill-type adopté par la Chambre, dont on peut se procurer des exemplaires en s'adressant au greffier.

Les dispositions différant du bill-type seront insérées entre crochets, et après avoir été révisées par les fonctionnaires compétents, elles seront imprimées de cette manière.

Les articles d'actes existants que l'on voudra modifier seront réimprimés intégralement, en y intercalant les modifications entre crochets.

of their solicitors, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, published by advertisement as follows, viz: In the *Canada Gazette* and in one newspaper published in the county, district, union of counties or territory affected by the proposed measure; or if there be no newspaper published therein, then in a newspaper in the next nearest county, district or territory in which a newspaper is published. In the provinces of Quebec and Manitoba, the notice must be published in the like manner in the English and French languages. All notices shall be continued for a period of at least two months during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition. Marked copies of all the newspapers, endorsed "Application for Private Bills," containing the first and last insertions of such notice, shall be sent to the clerk of each House.

In the case of an application for the erection of a toll bridge, the notice shall also state the proposed rates of toll, the nature of the structure, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, &c.

A copy of the Bill shall be deposited with the clerk of the House in which the bill is to originate, at least eight days before the meeting of Parliament, with a sum sufficient to pay for translating and printing the same. And a further sum of two hundred dollars and the cost of printing the act with the statutes, will be levied immediately after the second reading of the bill.

Petitions for Private Bills must be presented to the Senate and House of Commons within the first three weeks of the session.

Private Bills are to be presented to the Senate or House of Commons within the first four weeks of the session.

SAML. E. ST. O. CHAPLEAU,  
Clerk of the Senate.  
THOS. B. FLINT,  
3482 Clerk of the House of Commons.

#### SPECIAL RULE OF THE SENATE.

49. (c) When a Bill is to operate in more than one province, territory or district, the notice shall be published in the *Canada Gazette* and in a leading newspaper in each province, territory or district in which the Bill is to operate.

#### STANDING ORDER.

When any Bill, confirming a deed, lease, agreement or other instrument, is brought up or presented to this Senate, such deed, lease, agreement or other instrument shall be set forth in the Bill by way of Schedule or otherwise.

SAML. E. ST. O. CHAPLEAU,  
3484 Clerk of the Senate.

#### EXTRACTS FROM SPECIAL RULES OF THE HOUSE OF COMMONS

Private bills shall be so framed as to incorporate, by reference, the clauses of the general acts relating to the details to be provided for by such bills.

Private bills in amendment of acts, or for acts incorporating railway companies, shall be drawn in accordance with the model bill adopted by the House, copies of which may be obtained from the clerk.

Provisions varying the model bill shall be inserted between brackets, and when revised by the proper officers, shall be so printed.

Sections of existing acts proposed to be amended shall be reprinted in full with the amendments inserted in their proper place and between brackets.

Les bills privés qui n'auront pas été rédigés conformément à ces règles, seront retournés à leurs promoteurs pour être remodelés avant d'être révisés et imprimés.

Les dispositions exceptionnelles devront être clairement spécifiées dans l'avis de la demande de législation.

On devra déposer au comité des chemins de fer, une semaine au moins avant la prise en considération du bill, une carte ou plan certifiés indiquant le tracé de toute ligne projetée de chemin de fer, ainsi que les lignes existantes ou les travaux autorisés de même nature, dans le district, ou affectant de quelque manière le district que l'entreprise projetée a pour objet de desservir, avec une déclaration faisant connaître le capital que l'on a l'intention de former pour l'exécution de cette entreprise et les moyens de se le procurer.

#### ORDRE SPÉCIAL DE LA CHAMBRE DES COMMUNES.

*Résolu.*—Que le greffier de la Chambre adresse une copie de la règle 49 modifiée, aux personnes qui signifient dans la *Gazette du Canada* leur intention de s'adresser au Parlement pour l'obtention d'un bill privé, ainsi qu'un avis portant que la dite règle sera strictement appliquée à l'avenir.

49. Les pétitions en obtention de bills privés ne seront reçues par la Chambre que pendant les trois premières semaines de la session, et les bills privés ne pourront être présentés à la Chambre que pendant les quatre premières semaines de la session ; et tout comité auquel aura été envoyé un bill privé devra le prendre en considération et en faire rapport à la Chambre avec toute la diligence convenable.

2. Que tous les comités de bills privés aient instruction, dans les cas où les promoteurs ne seraient point prêts à procéder avec leurs mesures après qu'elles auront été appelées deux fois à deux différents jours pour être prises en considération par le comité qui en sera saisi, de rapporter aussitôt ces mesures à la Chambre avec l'exposé des faits et avec la recommandation que les bills soient retirés.

THOS. B. FLINT,  
Greffier des Communes.

3485

#### EXTRAITS DES RÈGLES ET RÉGLEMENTS DU CONSEIL LÉGISLATIF.

*Relatifs aux avis de Bills Privés.*

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Private Bills which are not drawn in accordance with these rules, shall be returned to the promoters to be recast before being revised and printed.

Exceptional provisions shall be clearly specified in the notice of application.

A certified map or plan showing the location of any proposed line of railway, also the lines existing or authorized work of a similar character within or in any way affecting, the district which proposed work is intended to serve, and an exhibit showing the amount of capital proposed to be raised for the undertaking, and the manner in which it is proposed to raise the same, shall be filed with the railway committee at least one week before the consideration of the bill.

#### SPECIAL ORDER OF THE HOUSE OF COMMONS.

*Resolved.*—That the clerk of the House do have a copy of the new rule 49, sent to those persons giving notice in the *Canada Gazette* of their intention to apply to Parliament for the passing of a Private Bill, together with a notification that the said rule will be strictly adhered to for the future.

49. Petitions for Private Bills shall only be received by the House within the first three weeks of the session, and Private Bills may only be presented to the House within the first four weeks of the session ; and it shall be the duty of any committee to which any Private Bill may be referred to consider and report the same to the House with all convenient speed.

2. That it be an instruction to all committees on Private Bills, in the event of promoters not being ready to proceed with their measures when the same have been twice called on two separate occasions for consideration by the committee, that such measures shall be reported back to the House forthwith together with a statement of the facts and with the recommendation that such bills be withdrawn.

THOS. B. FLINT,  
Clerk of the Commons.

3489

#### EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

*Relating to notices for Private Bills.*

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city, town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices ; the regulation of any common ; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois, durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre une pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français, et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passage devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending, extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended; and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,  
G. C. L.

3611

LOUIS FRECHETTE,  
C. L. C.

3612

## Bills privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elles réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en sus des clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogatoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer, suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

## Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Québec, within the purview of "The British North America Act, 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular Class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from, and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen ; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre et indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinquante piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of an existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the Session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

3613

L. G. DESJARDINS,  
Greffier de l'Assemblée Législative

### Demandes à la Législature

A la prochaine session de la législature, l'honorable Thomas-Philippe Pelletier, conseiller législatif et marchand de Trois-Pistoles, l'honorable Louis-Philippe Pelletier, de la cité de Québec, avocat et Conseil du Roi, Messieurs T.-Napoléon Pelletier de Québec, employé civil, Jean-Baptiste Deschênes, Joseph-Louis Ruel, Alfred Levesque, Cyprien Lavoie et Martial Belzil, tous de Trois-Pistoles, employés de la maison de commerce du dit honorable Thomas-P. Pelletier, demanderont l'adoption d'un bill privé, les constituant eux et tous ceux qui avec eux pourront y devenir actionnaires, en une société par actions, sous le nom de la "Compagnie T.-P. Pelletier."

Le capital-action de la dite compagnie sera de cent soixante mille piastres.

Le but de la dite incorporation est d'assurer et de perpétuer l'existence de la maison de commerce fondée à Trois-Pistoles, par le dit honorable T.-P. Pelletier, depuis plus de cinquante ans, en se préparant à y intéresser certaines personnes et entre autres les employés et collaborateurs de la dite maison de commerce; le tout de manière à ce que les affaires se continuent sous la direction et l'administration de l'honorable T.-P. Pelletier, tant qu'il le désirera et le pourra, et ensuite par la dite compagnie à être ainsi incorporée.

Tous les pouvoirs nécessaires pour former, régulariser et autoriser cette organisation seront demandés.

J. H. ROUSSEAU, N. P.  
Trois Pistoles, 4 décembre 1905. 4175

#### AVIS.

Avis public est par le présent donné que la ville de Fraserville s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir certains amendements à sa charte, statut 3 Édouard VII, chapitre 69, concernant les pouvoirs d'emprunt de la dite ville en matière d'aqueduc et d'éclairage, la perception des taxes et licences, l'établissement d'une cour de recorder et autres matières relatives à l'administration générale de la ville.

LAPOINTE & STEIN,  
Procureurs de la requérante.  
Fraserville, 27 novembre 1905. 4223

#### AVIS.

Avis est par le présent donné que les révérendes sœurs dites "Les Sœurs de Saint-François d'Assise," demeurant à Saint-François de Beauce, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi les constituant en corporation sous le nom de "Les Sœurs de Saint-François d'Assise," dont la mission est le soin des malades et l'enseignement des enfants pauvres, avec les pouvoirs ordinaires accordés aux corporations légales de cette province.

PIERRE BOUFFARD,  
Procureur des requérants.  
MÈRE MARIE VICTORINE,  
Supérieure 4229

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

3614

L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Legislative Assembly.

### Applications to the Legislature

At the next session of the provincial Legislature, Honorable Thomas Philippe Pelletier, legislative councillor, merchant of Trois Pistoles, Honorable Louis Philippe Pelletier, of the city of Quebec, advocate and King's Counsel, Messrs. T. Napoleon Pelletier, of Quebec, civil service employee, Jean Baptiste Deschenes, Joseph Louis Ruel, Alfred Levesque, Cyprien Lavoie and Martial Belzil, all of Trois Pistoles, employees of the business establishment of the said Honorable Thomas P. Pelletier, will ask for the passing of the present bill, constituting them, and all those who with them may become shareholders, in a joint stock society, under the name of the "Compagnie T. P. Pelletier."

The capitalization of said company will be one hundred and sixty thousand dollars.

The object of said incorporation is to assure and perpetuate the existence of the business establishment founded at Trois Pistoles, by the said Honorable T. P. Pelletier, over fifty years ago, by interesting therein certain parties among whom are the employees and assistants and of said business establishment; so as the business be continued under the direction and administration of Honorable T. P. Pelletier, as long as he wishes and is able to do so, and then by the company to be thus incorporated.

All the necessary powers to form, regulate and authorize that organization will be asked for.

J. H. ROUSSEAU, N. P.  
Trois Pistoles, 4th December, 1905. 4176

#### NOTICE.

Public notice is hereby given that the town of Fraserville will, at the next session of the Quebec Legislature, apply for certain amendments to its charter, statute 3, Edward VII, chapter 69, respecting the borrowing powers of said town for waterworks and lighting systems, collection of taxes and licenses, the establishment of a recorder's court and other matters respecting the general administration of the town.

LAPOINTE & STEIN,  
Attorneys for petitioner.  
Fraserville, 27th November, 1905. 4224

#### NOTICE.

Notice is hereby given that the reverend sisters called "Les Sœurs de Saint-François d'Assise," residing at Saint Francis, Beauce, will apply to the Quebec Legislature, at its next session, to obtain an act incorporating them by the name of "Les Sœurs de Saint-François d'Assise," whose mission is the care of the sick and the instruction of poor children, with the ordinary powers granted to legal corporations in this province.

PIERRE BOUFFARD,  
Attorney for petitioners.  
MÈRE MARIE VICTORINE,  
Superioress. 4230

## AVIS.

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer la Quebec Northern Railway Company, avec pouvoir de construire un chemin de fer à voie large ou étroite, partant d'un point sur la rivière Bell, auprès ou près des rapides Woodchuck, près du lac Obaska, et se prolongeant de là dans une direction septentrionale vers le lac Mattagami, dans le district d'Abittibi, et autorisant l'opération du dit chemin de fer par la vapeur ou l'électricité, et la construction de lignes d'embranchements et toutes choses nécessaires ou en rapport avec les dites fins.

LACHANCE & AHERN,  
Procureurs des requérants.

Québec, 13 décembre 1905. 4209

## AVIS.

LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER ATLANTIQUE,  
QUÉBEC ET OCCIDENTAL.

Les soussignés donnent avis que la compagnie du chemin de fer Atlantique, Québec et Occidental, corps politique et incorporé, ayant son siège d'affaires au Bassin de Gaspé, dans le comté de Gaspé, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un délai additionnel de deux ans pour la complétion de son chemin de fer, amendement en conséquence les lois 1 Ed. VII, ch. 63, 3 Ed. VII, ch. 85, 5 Ed. VII, ch. 52.

MARTINEAU & BRASSARD,  
Procureurs de la dite compagnie.

Bassin de Gaspé, 12 décembre 1905. 4225

## AVIS

Est par les présentes donné que Dame Marie Louise Lemoyne, en religion Sœur Marie Joseph de Jésus, Hélène Desparois, en religion Sœur Marie François des Cinq Plaies, Eugénie Piché, en religion Sœur Marie de Jésus, Marie Hurtubise, en religion Sœur Marie Saint-Paul de Jésus, et Marie Barron, en religion Sœur Marie Madeleine de Jésus, de la cité de Salaberry de Valleyfield, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte d'incorporation sous le nom de "Les Pauvres Clarisses de Valleyfield", dans le but de se livrer en commun aux œuvres de piété, de miséricorde et de charité, que peut comporter la vie contemplative qu'elles mènent, et obtenir les pouvoirs corporatifs ordinaires généralement accordés à semblables corporations.

L. J. PAPINEAU,  
Procureur des requérantes.

Salaberry de Valleyfield, 12 décembre 1905. 4227

## AVIS CONCERNANT LA CITÉ DE QUÉBEC.

Les soussignés, Albert Jobin, éor, médecin, Charles Eugène Côté, éor, médecin, et John C. Kaine, tous trois de la cité de Québec, et députés à l'assemblée législative de la province de Québec, donnent, par les présentes, avis qu'ils s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir l'adoption d'un acte ayant pour objet : 1° l'établissement de l'élection du maire par le peuple ; 2° l'extension du droit de suffrage à tous les propriétaires, ayant ou non payé leurs taxes municipales ; 3° l'abolition de la qualification foncière pour tout échevin qui occupera le siège No 3 ; et, par conséquent, la révocation et l'amendement des actes concernant la charte de la cité de Québec, en autant qu'il est nécessaire pour donner effet aux présentes.

ALBERT JOBIN,  
CHS E. COTE, M. D.,  
JOHN C. KAINE.

Québec, 7 décembre 1905. 4193

## NOTICE.

Notice is hereby given that application will be made at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for an act to incorporate the Quebec Northern Railway Company, with power to construct a line of railway of a broad or narrow gauge, commencing at a point on the Bell river, at or near Woodchuck rapids, near lake Obaska, thence northerly to lake Mattagami, in the district of Abittibi, and to operate said railway by steam or electric power ; to construct branch lines and to do all things necessary thereto or in connection therewith.

LACHANCE & AHERN,  
Solicitors for applicants.

Quebec, 13th December, 1905. 4210

## NOTICE.

THE ATLANTIC, QUEBEC AND WESTERN RAILWAY  
COMPANY.

Notice is given by the undersigned that the Atlantic, Quebec and Western Railway Company, a body politic and incorporated, having its chief place of business at Gaspé Basin, in the county of Gaspé, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an additional delay of two years for the completion of its railway, amending in consequence the acts 1 Ed. VII, ch. 63, 3 Ed. VII, ch. 85, 5 Ed. VII, ch. 52.

MARTINEAU & BRASSARD,  
Attorneys for the said company.

Gaspé Basin, 12th December, 1905. 4226

## NOTICE

Is hereby given that Dame Marie Louise Lemoyne, in religion Sœur Marie Joseph de Jésus, Helene Desparois, in religion Sœur Marie François des Cinq Plaies, Eugénie Piché, in religion Sœur Marie de Jésus, Marie Hurtubise, in religion Sœur Marie Saint Paul de Jésus, and Marie Barron, in religion Sœur Marie Madeleine de Jésus, of the city of Salaberry de Valleyfield, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain a charter of incorporation, by the name of "Les Pauvres Clarisses de Valleyfield", for the purpose of devoting themselves in common to the works of piety, mercy and charity, in accordance with the contemplative life which they lead, and to obtain the ordinary corporate powers generally granted to such corporations.

L. J. PAPINEAU,  
Attorney for petitioners.

Salaberry de Valleyfield, 12th December, 1905. 4228

## ACT CONCERNING THE CITY OF QUÉBEC.

The undersigned, Albert Jobin, esq, physician, Charles Eugène Côté, esq, physician, and John C. Kaine, all three of the city of Quebec, and members of the Legislative assembly of the province of Quebec, hereby give notice that they will apply to the Quebec Legislature, at its next session, to obtain the passing of a bill having for its purpose : 1. to have the election of the mayor made by the people ; 2. the extension of the right of voting to all proprietors, who have or have not paid their municipal taxes ; 3. the abolition of the real estate qualification for any alderman holding the seat No. 3; and, consequently, for the repeal and amendment of the acts relating to the charter of the city of Quebec, in so far as may be necessary to give effect to these presents.

ALBERT JOBIN,  
CHS E. COTE,  
JOHN C. KAINE,

Quebec, 7th December, 1905. 4194

Avis est le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin de ratifier et confirmer un acte de donation de Sir George A. Drummond à The Royal Trust Company, concernant une certaine propriété dans la cité de Montréal, maintenant occupée par les Sœurs de Sainte-Marguerite, et tous les biens meubles et immeubles mentionnés dans le dit acte de donation devant rester entièrement entre les mains de la compagnie ou de telles autres personnes ou corporations qui peuvent être déterminées.

FLEET & FALCONER,  
Solliciteurs des requérants.

Montréal, 12 décembre 1905. 4213

Avis est par le présent donné que The Congregation of the Church of the Messiah, dans Montréal, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte d'incorporation, sous le nom de "The Church of the Messiah", avec les pouvoirs ordinaires accordés aux corporations légales dans cette province, et pour autres fins.

STEPHENS & HARVEY,  
Procureurs des requérants.

Montréal, 13 décembre 1905. 4265

#### AVIS

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par Th. J. Samson, J. A. Lavigne, Henri Dechène, J. M. Doré, E. A. Lambert, J. B. Gosselin, Joël Marceau, Geo. Couture, G. A. Michaud, Eugène Morissette, Philémon Gilbert et autres, pour obtenir un acte afin d'incorporer l'"Association des Hôteliers de la province de Québec"; pour protection et secours mutuels des hôteliers, avec droit d'acquérir des immeubles au nom de l'"Association," et autres fins.

L. U. TALEOT,

Procureur des requérants.

Saint-Joseph, Beauce, 4 décembre 1905. 4267

Avis public est par les présentes donné que Magloire Brayer dit St Pierre, père, et Magloire Brayer dit St Pierre, fils, tous deux cultivateurs à Saint-Raphaël de l'Île Bizard, district de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, aux fins de faire ratifier et confirmer un acte de transaction passé entre eux et reçu devant le notaire J. A. Chauret, le 16 décembre 1905.

CHARLES LAURENDEAU,

Procureur des dits requérants.

Montréal, 16 décembre 1905. 4257

Avis est par le présent donné que Dame Maria Lahaye, en religion Sœur Marie Stanislas, Clara Bruhl, en religion Sœur Marie Thérèse, Christine Greven, en religion Sœur Marie Jeanne, Maria Verheyen, en religion Sœur Marie Dominique, Félicité Luyhx, en religion Sœur Marie Gabrielle, toutes de la paroisse de Sainte-Anne de Beaupré, comté de Montmorency, et actuellement membres de la communauté dite "L'Ordre du Très Saint-Rédempteur", demanderont à la législature de la province de Québec, d'adopter un projet de loi à l'effet de les constituer en corporation sous le nom de "L'Ordre du Très Saint-Rédempteur", pour entr'autres objets, se vouer en commun aux œuvres de piété, de miséricorde et de charité que peut comporter la vie contemplative qu'elles mènent, avec le pouvoir d'établir en cette province des maisons, noviciats, couvents, monastères, et d'acquérir à ces fins des biens meubles et immeubles et généralement gérer et administrer leurs affaires sous tel non corporatif et pour autres fins.

L. A. CANNON,

Procureur des requérants.

Québec, 13 décembre 1905. 4249

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to ratify and confirm a deed of donation from Sir George A. Drummond to the Royal Trust Company, with reference to certain property in the city of Montreal, presently occupied by the sisters of Saint Margaret, and to fully rest in the said company or such other persons or corporations as may be determined, all property both real and personal referred to in the said deed of donation.

FLEET & FALCONER,

Solicitors for petitioners.

Montreal, 12th December, 1905. 4214

Notice is hereby given that The Congregation of the Church of the Messiah, in Montreal, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, to obtain an act of incorporation, under the name of "The Church of the Messiah", with the ordinary powers granted to legal corporations in this province, and for other purposes.

STEPHENS & HARVEY,

Attorneys for applicants.

Montreal, 13th December, 1905. 4266

#### NOTICE

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by Th. J. Samson, J. A. Lavigne, Henri Dechène, J. M. Doré, E. A. Lambert, J. B. Gosselin, Joël Marceau, Geo. Couture, G. A. Michaud, Eugène Morissette, Philémon Gilbert and others, for an act to incorporate "The Hotel Keepers Association of the province of Quebec"; for the protection, mutual aid of the hotel keepers, with the right to acquire property in the name of the Association, and others purposes.

L. U. TALBOT,

Attorney for petitioners.

Saint Joseph, Beauce, 4th December, 1905. 4268

Public notice is hereby given by Magloire Brayer dit St Pierre, senior, and Magloire Brayer dit St Pierre, junior, both farmers, of the parish of Saint Raphaël de l'Île Bizard, district of Montreal, they will make an application to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain the ratification and confirmation of a deed of transaction passed between the said parties before J. A. Chauret, notary, on the sixteen of December, 1905.

CHARLES LAURENDEAU,

Attorney for said applicants.

Montreal, 16th December, 1905. 4258

Notice is hereby given that Dame Maria Lahaye, in religion Sister Marie Stanislas, Clara Bruhl, in religion Sister Marie Thérèse, Christine Greven, in religion Sister Marie Jeanne, Maria Verheyen, in religion Sister Marie Dominique, Félicité Luyhx, in religion Sister Marie Gabrielle, all of the parish of Sainte Anne de Beaupré, county of Montmorency, and actually members of the community called "L'Ordre du Très Saint Rédempteur", will apply to the Legislature of the province of Quebec, for the passing of an act to incorporate them under the name of "L'Ordre du Très Saint Rédempteur", for the following among other purposes, to devote themselves in common to such works of piety, mercy and charity as the life of contemplation they lead may allow, with power to establish in this province houses, novitiates, convents, monasteries, and to acquire moveable and immoveable property, and generally to manage and administer their affairs under such corporate name and for other purposes.

L. A. CANNON,

Attorney for applicants.

Quebec, 13th December, 1905. 4250

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, par The Richmond, Drummond & Yamaska Mutual Fire Insurance Company, pour obtenir une loi afin d'augmenter les pouvoirs de la dite compagnie, l'autoriser à émettre des actions et fonder un capital d'au moins \$100,000.00; faire des contrats d'assurance contre le feu jusqu'à tels montants qui peuvent être jugés à propos, soit sur système mutuel ou sur système comptant, tant dans les cités et villes ou en dehors d'icelles, sans être obligée de maintenir une certaine proportion entre les montants de telle assurance; acquérir, tenir, transporter des immeubles et autres propriétés; affectuer des réassurances; régler le placement de ses fonds et pour autres fins.

Daté, 11 décembre 1805.

J. C. McCaig,  
Secrétaire-trésorier.

LAWRENCE, MORRIS & McIVER,  
4293 Solliciteurs de la dite compagnie.

Avis est par les présentes donné que la ville de Sainte-Anne de Bellevue, corps politique et incorporé, ayant son bureau d'affaires dans la dite ville, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender la loi la régissant, savoir: la loi 63 Victoria, ch. 57, aux fins de faire augmenter son pouvoir d'emprunt et d'obtenir le pouvoir de construire un système d'égout, un système d'aqueduc et un système d'éclairage, et d'émettre à cette fin des bons ou débentures pour un montant suffisant pour payer les dépenses que ces travaux occasionneront; de modifier la loi et la procédure concernant les règlements municipaux; de modifier la loi concernant tous les travaux publics généralement; l'imposition des taxes et leur perception, les élections, les pouvoirs du conseil, les obligations de la ville avec les corporations municipales voisines concernant certains travaux publics, et d'obtenir de nouveaux pouvoirs concernant l'établissement de chemins de fer électrique et pour autres fins.

CHARLES LAURENDEAU,  
Avocat de la requérante.

Montréal, 16 décembre 1905. 4259

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer une compagnie de chemin de fer avec pouvoir de construire et mettre en opération une ligne de chemin de fer d'un endroit du ou près du village de Saint-Casimir, ou Saint-Marc, dans le comté de Portneuf, dans une direction nord-est suivant en général la ligne de la rivière Sainte-Anne, jusqu'à un point dans le canton de Gosford, dans le dit comté, et passant à travers ou près des villages de Sainte-Christine et Saint-Raymond.

WHITE & BUCHANAN,  
Solliciteurs des requérants.

Montréal, 1er décembre 1905. 4143.2

Avis public est présentement donné que le Crédit Municipal Canadien s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendant sa charte (3 Edouard VII, chapitre 106, et 4 Edouard VII, chapitre 87), et pourvoyant à certaines dispositions spéciales relativement à: son objet et ses pouvoirs, son conseil d'administration, son fonds social, ses émissions d'actions et d'obligations, l'enregistrement de ses titres et des privilèges créés sur ses propriétés, ses comptes annuels et la répartition des bénéfices, et certaines autres dispositions administratives.

LE CREDIT MUNICIPAL CANADIEN,  
LOUIS H. TACHÉ,  
Directeur général.

Montréal, 7 décembre 1905. 4173.2

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of Quebec, at its next session, by the Richmond, Drummond & Yamaska Mutual Fire Insurance Company, for an act to extend the powers of the said company, to authorize them to issue shares and raise a capital of at least \$100,000.00; to enter into contracts of insurance against fire to such aggregate amounts as may be deemed advisable, whether on the mutual or on the cash system, as well as in the cities and towns or outside thereof, without being obliged to maintain a certain proportion between the amounts of such insurance; to acquire, hold and convey real estate and other property, to effect reinsurance; regulate the investment of their funds and for other purposes.

Dated, 11th December, 1905.

J. C. McCaig,  
Secretary treasurer.

LAWRENCE, MORRIS & McIVER,  
4294 Solicitors for said company.

Notice is hereby given that the town of Saint Anne de Bellevue, a body politic and corporate, having its business office in the said town, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to amend the law governing it, to wit: the statute 63 Victoria, ch. 57, for the purpose of increasing its borrowing powers, and to obtain power to construct a drainage system, a water work system and a lighting plant, and to issue for this purpose bonds or debentures for an amount sufficient to cover the cost of these works; to amend the law and procedure concerning municipal by-laws; to amend the law relating to public works generally; the imposition of taxes and the collection of them; elections, the powers of the council, the obligations of the town with the adjoining municipal corporations concerning certain public works, and obtain new powers relating to the establishment of electric railways and for other purposes.

CHARLES LAURENDEAU,  
Attorney for petitioners.

Montreal, 16th December, 1905. 4260

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to incorporate a railway company with power to construct and operate a line of railway from some place at or near the village of Saint Casimir, or Saint Marc, in the county of Portneuf, in a north easterly direction following generally the line of the Sainte Anne river, to some point in the township of Gosford, in said county, and passing through or near the villages of Sainte Christine and Saint Raymond.

WHITE & BUCHANAN,  
Solicitors for applicants.

Montreal, 1st December, 1905. 4144

Public notice is hereby given that Le Crédit Municipal Canadien will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act amending its charter (3 Edward VII, chap. 106, and 4 Edward VII, chap. 87), and providing for certain special provisions regarding: its object and powers, its board of directors, its capital stock and the issue of its stock and obligations, the registration of its titles and acts creating privileges on its properties, its annual accounts and distribution of profits and certain other administrative provisions.

LE CREDIT MUNICIPAL CANADIEN,  
LOUIS H. TACHÉ,  
General director.

Montreal, 7th December, 1905. 4174

Les soussignés donnent, par les présentes avis, qu'à la prochaine session de la législature de Québec, ils s'adresseront à la dite législature, par voie de pétition pour bill privé, aux fins d'obtenir un acte d'incorporation, les incorporant eux et plusieurs autres, sous le non de l'Association Mutuelle des Propriétaires de Billards et de Quilles de la province de Québec "Provincial Mutual Billiards and Bowling Alleys Association", dans le but de réunir tous les membres de la dite association, afin de protéger leurs droits comme porteurs de licences, d'assurer la respectabilité des membres de l'association, d'assister les autorités dans la suppression des maisons non licenciées, d'aider les autorités à faire respecter la loi des licences, et de donner une certaine protection à la famille des membres défunts.

E. L. ETHIER,

Président.

ED. GIRARD,

Secrétaire-trésorier.

EDOUARD BEAUCHAMP,

Directeur.

ARTHUR MARCOTTE,

NAPOLEON LABELLE,

Directeur.

4107-2

STANISLAS BOMBARDIER.

Avis est par le présent donné que les révérendes sœurs dites "Les Sœurs du Saint-Sacrement", demeurant à Chicoutimi, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi les constituant en corporation sous le nom de "Les Servantes du Très Saint Sacrement", avec les pouvoirs ordinaires accordés aux corporations légales de cette province.

SŒUR M. PAULINE DU S. S.,

(Née Louise Giboin, supérieure).

Chicoutimi, 20 novembre 1905.

4013.3

Avis est par le présent donné que la corporation de la ville de Lévis s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir l'adoption d'un acte ayant pour objet de refondre les dispositions de sa charte et des actes qui l'amendent, et d'y ajouter de nouvelles dispositions en y insérant l'acte des cités et villes de 1903, sauf restrictions y indiquées, en changeant son nom de ville en celui de cité, en rendant plus claire et plus exacte la définition de ses bornes et limites, et pour d'autres fins, ayant pour objet la bonne administration des affaires de la ville de Lévis.

CHS DARVEAU,

Procureur Corporation Lévis.

Lévis, 28 novembre 1905.

3993.3

Avis public est par les présentes donné que demande sera faite à la prochaine session de la législature de Québec, pour l'adoption d'une loi amendant la charte de "The Royal Trust Company", et l'autorisant à agir comme tutrice aux mineurs, curatrice aux interdits, à la personne et aux biens et aux substitutions; à charger et recevoir des honoraires et rémunération quand elle remplira ces fonctions et celle d'exécutrice testamentaire, administratrice ou fidéicommissaire, lui donnant le pouvoir d'autoriser un de ses officiers à exécuter des cautionnements en justice, l'autorisant à garantir l'exécution de contrats de toutes sortes, et pour autres fins.

L. A. CANNON,

Procureur de la requérante.

Québec, 27 novembre 1905.

4025.3

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer "l'Association Amateur Athlétique Nationale", pour amusement social, exercices athlétiques et autres fins.

J. C. H. DUSSAULT,

Procureur des requérants.

Montréal, 21 novembre 1905.

3933-4

Notice is hereby given by the undersigned that they will ask to the Provincial Legislature, at its next session, an act incorporating them and many others, under the name of Provincial Mutual Billiards and Bowling Alleys Association, in view of gathering all the members of said association, so to protect their rights as license bearers, of assuring the respectability of the members of the association, of assisting the authorities in the suppression of the non licensed houses and of helping said authorities to have the license law respected, and in view of giving a certain protection to the families of the dead members.

E. L. ETHIER,

President.

ED. GIRARD,

Secretary treasurer.

EDOUARD BEAUCHAMP,

Director.

ARTHUR MARCOTTE,

NAPOLEON LABELLE,

Director.

4108

STANISLAS BOMBARDIER.

Notice is hereby given that the reverend sisters called "Les Sœurs du Saint-Sacrement", residing at Chicoutimi, will apply to the legislature of Quebec, at its next session, to obtain an act of corporation under the name of "Les Servantes du Très Saint Sacrement", with ordinary powers granted to legal corporations in this province.

SŒUR M. PAULINE DU S. S.,

(Née Louise Giboin, supérieure).

Chicoutimi, 20th December, 1905.

4014

Notice is hereby given that the corporation of the town of Lévis will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to consolidate the provisions of its charter and of the acts amending the same, and to add further provisions thereto by inserting therein the cities and towns act of 1903, with the restrictions therein indicated, by changing its name of a town into that of a city, by making the definition of its boundaries and limits, clearer and more accurate, and for other purposes, with a view to the proper administration of the affairs of the town of Lévis.

CHS DARVEAU,

Attorney for the Corporation of Lévis.

Lévis, 28th November, 1905.

3994

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act amending the charter of "The Royal Trust Company", and empowering it to act as guardian and tutor to minors and interdicts and as curator to either person or property and to substitutions; to charge fees when acting in such capacities and also when acting as executor, administrator and trustee, to authorize any officer to execute judicial surety bonds, to give bonds for fulfilment of contracts of any description, and for other purposes.

L. A. CANNON,

Attorney for applicant.

Québec, 27th November, 1905.

4026

Public notice is hereby given that application will be made at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for an act to incorporate the "Association Amateur Athlétique Nationale" for social amusements, the practice of athletic sports and other purposes.

J. C. H. DUSSAULT,

Solicitor for applicants.

Montreal, 21st November, 1905.

3934

## AVIS.

" Avis est par le présent donné que " The Trafalgar Institute " s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de définir les placements où les fonds de dit Institut peuvent être faits, et d'augmenter ses pouvoirs et pour d'autres fins.

SELKIRK CROSS,  
Solliciteur des requérants.

Montréal, 20 novembre 1905. 3895.4

Avis public est par le présent donné qu'à la prochaine session de la législature de la province de Québec, une application sera faite pour un acte pour amender de nouveau un acte pour incorporer " The Congregation of the Catholics of Quebec, speaking the English language ", et pour rappeler un acte avec amendements pour incorporer la " Saint Bridget's Asylum Association of Quebec."

M. JOS. AHERN,  
Procureur.

Quebec, 12 novembre 1905. 3781-5

Provinces de Québec, }  
District de Montréal. }  
AVIS.

Avis est par les présentes donné que la corporation du village de Notre-Dame de Grâces Ouest s'adressera à la législature de la province de Québec, pour obtenir une loi aux fins suivantes :

1° Pour demander l'érection de son territoire en municipalité de ville, sous les dispositions de la loi 3 Edouard VII, chap. 38.

2° Pour fixer le nombre et la qualification des échevins.

3° Pour déterminer le mode d'élection du maire.

4° Pour définir ses pouvoirs d'emprunt.

DECARIE & DECARY,

Procureurs de la susdite corporation.  
Montréal, 27 novembre 1905. 4067.2

Avis public est par le présent donné que James Fortune, du village de Huntingdon, district de Beauharnois, dans la province de Québec, gentilhomme, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte autorisant l'Association Pharmaceutique de la province de Québec, à l'admettre comme membre d'icelle.

A. E. MITCHELL, C. R.,  
Procureur du requérant.

Huntingdon, 2 décembre 1905. 4105.2

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer le " Club Viger," pour amusement social et autres fins.

J. C. H. DUSSAULT,  
Procureur des requérants.

Montréal, 9 novembre 1905. 3769.5

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender les actes concernant " The Montreal Street Railway Company ", et pour étendre ses pouvoirs :

(a) Autoriser la compagnie à augmenter son capital et d'émettre du stock en paiement ou partie de paiement pour propriété ou pour stock ou bons d'autres compagnies.

(b) Révoquer et remplacer 62 Victoria, chapitre 77, section 1.

(c) Autoriser la compagnie à emprunter de l'argent et si c'est nécessaire de la garantir par bons, débetures ou autres garanties.

(d) Autoriser la compagnie à changer la dénomi-

## NOTICE.

Notice is hereby given that application will be made on the part of the Trafalgar Institute, at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for an act to define the investments in which the funds of the said Institute may be placed, and to enlarge the scope thereof, and for other purposes.

SELKIRK CROSS,  
Solicitor for applicants.

Montreal, 20th November, 1905. 3896

Public notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act further to amend an act to incorporate the Congregation of the Catholics of Quebec, speaking the English language, and to repeal an act with amendments to incorporate the Saint Bridget's Asylum Association of Quebec.

M. JOS. AHERN,  
Attorney.

Quebec, 12th November, 1905. 3782

Province of Québec, }  
District of Montréal. }  
NOTICE.

Notice is hereby given that the corporation of the village of Notre Dame de Grâces Ouest will make application to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act for the following purposes :

1. To demand the erection of its territory in a town municipality, under prescriptions of the law 3 Edward VII, chap. 38.

2. To determine the number and qualification of its aldermen.

3. To determine the mode of election of the mayor.

4. To define its borrowing powers.

DECARIE & DECARY,

Attorneys for the said corporation.  
Montreal, 27th November, 1905. 4068

Public notice is hereby given that James Fortune, of the village of Huntingdon, district of Beauharnois, in the province of Quebec, gentleman, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an act authorizing the Pharmaceutical Association of the province of Quebec, to admit him as one of the members thereof.

A. E. MITCHELL, K. C.,  
Attorney for applicant.

Huntingdon, 2nd December, 1905. 4106

Public notice is hereby given that application will be made at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for an act to incorporate the " Club Viger," for social amusements and other purposes.

J. C. H. DUSSAULT,  
Solicitor for applicants.

Montreal, 9th November, 1905. 3770

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to amend the acts relating to the Montreal Street Railway Company, and to extend its powers :

(a) To authorize the company to increase its capital and to issue stock in payment or part payment for property or for stock or bonds of other companies.

(b) To repeal and replace 62 Victoria, chapter 77, section 1.

(c) To authorize the company to borrow money and if necessary to secure the same by bonds, debentures or other securities.

(d) To authorize the company to change the

nation de ses actions de \$50.00 à \$100.00 chacune, et de pourvoir à l'achat et à la cancellation de fractions d'actions provenant de tel changement de dénomination.

(e) Etendre les pouvoirs de la compagnie mentionnés dans 62 Victoria, chapitre 77, section 2, sous-section 3.

(f) Autoriser la compagnie à disposer du stock et des bons lui appartenant et de diviser les produits d'iceux parmi ses actionnaires ou de diviser tel stock ou bons ou certificats aux fins des présentes.

(g) Autoriser la compagnie à garantir le capital et l'intérêt ou les dividendes sur bons ou stocks d'autres compagnies qu'elle peut louer ou mettre en opération.

(h) Révoquer et amender les actes concernant la compagnie, en autant qu'il est nécessaire pour donner effet aux fins des présentes.

CAMPBELL, MEREDITH,  
MACPHERSON & HAGUE,

Solliciteurs de la compagnie.

Montréal, 15 novembre 1905.

3841-4

Avis est par les présentes donné que la Compagnie de Chemin de Fer de Matane et Gaspé s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir l'adoption d'une loi amendant la loi qui la constitue en corporation (II Edward VII, chap. 60), de manière à lui accorder une prolongation de délai pour commencer et parachever ses travaux; étendre sa ligne depuis son point de raccordement avec l'Intercolonial jusqu'à un point à l'ouest, sur la ligne du Grand-Tronc-Pacifique, dans le comté de Témiscouata; opérer des lignes de steamers; se servir de l'électricité, de la vapeur, de l'air comprimé ou autres moyens de locomotion connu pour exploiter son chemin de fer, fournir la lumière électrique et le pouvoir moteur le long du parcours de sa ligne; exploiter des lignes de téléphone et de télégraphe pour l'usage public et privé, posséder de hôtels, des réserves de pêche et de chasse pour l'usage de ses voyageurs; faire des conventions avec d'autres compagnies de chemins de fer pour le passage de ses wagons et la circulation de ses convois; acquérir des embranchements, faciliter le raccordement entre d'autres lignes de chemin de fer et la sienne; acquérir la propriété, les pouvoirs, droits, privilèges et tous les autres accessoires d'autres compagnies de chemin de fer et pour d'autres buts.

FISSET & TESSIER,  
Procureurs de la requérante.

3903 3

Avis public est par le présent donné que la corporation du village de Saint-Joseph de Bordeaux s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une charte spéciale et des pouvoirs spéciaux en outre des dispositions générales de l'acte des corporations de ville.

J. O. A. PAGÉ,

Secrétaire-trésorier de la dite corporation.

Saint-Joseph de Bordeaux, 14 novembre 1905.

3877.4

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer "The North Eastern Railway Company", avec autorité de construire et mettre en opération un chemin de fer, d'un point sur la rive-est du Lac Témiskaming, à ou près de Ville Marie, de là dans une direction est, passant par les baies sud du Lac Des Quinze, Victoria et Kakebonga, dans le comté de Pontiac, et continuant jusqu'à un point à ou près de la cité de Québec, avec le droit de construire des lignes d'embranchements, d'un point à ou près du Lac Témiskaming, vers le nord jusqu'à un point sur "The National Transcontinental Railway", dans les environs du Lac Abittibi, d'un point sur la ligne principale à ou près du Kakebonga, jusqu'à un point à ou près de Maniwaki, d'un point à ou près de la rivière Gati-

denomination of its shares from \$50.00 to \$100.00 each, and to provide for the purchase and cancellation of fractions of shares arising from such change of denomination.

(e) To extend the powers of the company contained in 62 Victoria, chapter 77, section 2, sub-section 3.

(f) To authorize the company to dispose of stock and bonds held by it and to divide the proceeds hereof amongst its shareholders or to so divide such stock or bonds of certificates therefor.

(g) To authorize the company to guarantee the capital and interest or dividends on bonds or stocks of other companies which it may lease or operate.

(h) To repeal and amend the acts relating to the company, so far as may be necessary to give effect to the foregoing

CAMPBELL, MEREDITH,  
MACPHERSON & HAGUE,

Solicitors for the company.

Montreal, 15th November, 1905.

3842

Notice is hereby given that the Matane and Gaspé Railway Company will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to amend its charter (II Edward VII, chapter 60), so as to grant it an extension of delay for commencing and completing its works; to extend its line from its point of junction with the Intercolonial to a point to the west, on the line of the Grand Trunk Pacific, in the county of Témiscouata; to run lines of steamers; to use electricity, steam, compressed air or any other motive power known for the operation of its railway, to supply electric light and motive power along its line; to operate telephone and telegraph lines for public and private use; to own hotels, fishing and hunting reserves for the use of its passengers; to enter into agreements with other railway companies for the running of its cars and trains; to acquire branch lines for facilitating connections between other railway lines and its own; to acquire the property, powers, rights, privileges and all other accessories of other railway companies and for other purposes.

FISSET & TESSIER,  
Solicitors for petitioners.

3904

Public notice is hereby given that the corporation of the village of Saint Joseph de Bordeaux will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, to obtain a special charter and special power beyond the general dispositions of the town corporation act.

J. O. A. PAGÉ,

Secretary treasurer of the said corporation.

Saint Joseph de Bordeaux, 14th November, 1905.

3878

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at the next session thereof, for an act to incorporate the North Eastern Railway Company, with authority to construct and operate a railway, from a point on the east shore of Lake Temiskaming, at or near Ville Marie, thence in an easterly direction passing by the southern bays of Lake Des Quinze, Victoria and Kakebonga, in the county of Pontiac, and continuing to a point at or near the city of Quebec, with the right to construct branch lines, from a point at or near Lake Temiskaming, northward to a point on the National Transcontinental Railway, in the vicinity of Lake Abittibi, from point on the main line at or near Kakebonga Lake to a point at or near Maniwaki, from a point at or near the Gatineau river, crossing of the main line to a point at or near Nominigau; to purchase and

neau, traverse de la ligne principale jusqu'à un point à ou près de Nominigugue; acheter et acquérir des terres pour l'agriculture et des terres à bois, les exploiter, les vendre et en disposer; acheter ou acquérir autrement des pouvoirs d'eau et développer le pouvoir et force électrique, et de vendre tout le surplus de pouvoir d'eau, pouvoir et force électrique non requis par la compagnie; acheter ou acquérir autrement toute compagnie de chemin de fer, tramway et pouvoir, et émettre du stock et des débetures payés de la compagnie en paiement d'iceux; la compagnie pourra vendre, louer sa propriété, ses droits, franchises et privilèges, ou s'amalgamer avec toute autre compagnie, ayant les mêmes pouvoirs en tout ou en partie.

Montréal, 29 novembre 1905.

4151.2

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender les actes concernant la Compagnie de Chemin de fer Québec Central et pour augmenter les pouvoirs de la dite compagnie et autoriser:

1° Le détournement et la reconstruction de la présente ligne de Beauce Station sur le chemin de fer Québec Central à Beauceville, sur la dite ligne connue comme l'Extension de la Chaudière.

2° Ensuite construire de Beauceville jusqu'à la rivière Famine, une distance d'environ neuf milles.

3° Ensuite suivre la rivière Famine jusqu'à son partage des eaux, près du village de Langeville, et de là suivant le partage des eaux de la rivière Saint-Jean jusqu'à ou près d'un point sur le chemin Temiscouata, ou près de la station Cabano, avec pouvoir de faire connection avec le dit chemin de fer Temiscouata. Telle ligne d'embranchement devant être connue comme Québec Central Chaudière Extension.

4° Emettre de temps en temps des bons, débetures ou stock de débeture, constituant une première charge sur la dite ligne d'embranchement et ses appartenances, et en considération prendre préférence sur les précédentes garanties de la compagnie.

5° Autoriser les directeurs d'agir selon qu'ils jugeront à propos pour la vente ou autrement, avec les actions du fonds social de la dite compagnie, déclarées lui appartenant par jugement de la cour supérieure, à Québec, le quatorzième jour de mars 1903, et pour autres fins.

W. & A. H. COOK,  
Procureurs des requérants.

Québec, 30 novembre 1905.

4051-2

"The Montefiore Club" donne avis par le présent qu'il s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de confirmer son incorporation et pour augmenter ses pouvoirs.

MARCUS J. HIRSCH,  
Secrétaire Hon.

Montréal, 5 décembre 1905.

4117-2

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de ratifier la vente faite par Elizabeth Haynes Lambe et autres à James Robinson, de la propriété portant le No de cadastre 1894, du quartier Sainte-Anne, dans la cité de Montréal.

BROSSEAU & HOLT,  
Procureurs des requérants.

Montréal, 27 novembre 1905.

4147-2

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender l'acte d'incorporation de "The Financial Corporation", 3 Édouard VII, chapitre 102, tel qu'amendé par 5 Édouard VII, chapitre 71, en augmentant les pouvoirs de la dite corporation et l'autoriser à émettre des bons et débetures et de changer le nom d'incorporation de la compagnie.

WHITE & BUCHANAN,  
Soliciteurs des requérants.

Montréal, 5 décembre 1905.

4141.2

acquire agricultural and timber lands, and exploit, sell and dispose of same; to purchase or otherwise acquire water powers and develop electric power and energy, and to sell and dispose of all surplus water power, electric power and energy not required by the company; to purchase or otherwise acquire any railway, tramway and power company, and to issue paid up stock and debentures of the company in payment thereof; the company may sell, lease or otherwise dispose of its property, rights, franchise and privileges to, or amalgamate with any other company, having similar powers in part or whole.

Montreal, 29th November, 1905.

4152

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to amend the acts relating to the Quebec Central Railway Company and to extend the powers of such company and to authorize:

1. The diversion and rebuilding of the present line from Beauce Station on the Quebec Central railway to Beauceville, on the said line known as the Chaudière Extension.

2. Thence build from Beauceville to the river Famine, a distance of about nine miles.

3. Thence to follow the river Famine to its watershed, near the village of Langeville, and thence following the water shed of the river Saint John up to or near a point on the Temiscouata railway, at or near Cabano Station, with power to make connection with the said Temiscouata railway. Such branch line to be known as the Quebec Central Chaudière Extension.

4. To issue from time to time bonds, debentures or debenture stock, constituting a first charge upon such branch line and its appurtenances, and in respect of it taking precedence over previous securities of the company.

5. To empower the directors to deal as they think proper, by sale or otherwise, with the shares in the capital stock of the said company, declared to be long thereto by the judgment of the superior court, at Quebec, of the fourteenth day of March, 1903, and for other purposes.

W. & A. H. COOK,  
Attorneys for applicants.

Quebec, 30th November, 1905.

4052

"The Montefiore Club" hereby gives notice that it will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for an act to confirm its incorporation and to increase its powers.

MARCUS J. HIRSCH,  
Hon. secretary.

Montreal, 5th December, 1905.

4118

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of Quebec, at its next session, for an act to confirm a sale by Elizabeth Haynes Lambe and others to James Robinson, of the property bearing the cadastral No. 1894, of the Saint Anne's ward, in the city of Montreal.

BROSSEAU & HOLT,  
Attorneys for applicants.

Montreal, 27th November, 1905.

4148

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to amend the act of incorporation of "The Financial Corporation", 3 Edward VII, chapter 102, as amended by 5 Edward VII, chapter 71, by increasing the powers of the said corporation and to authorize it to issue bonds and debentures and to change the corporate name of the company.

WHITE & BUCHANAN,  
Solicitors for applicants.

Montreal, 5th December, 1905.

4142

## Avis Divers

Avis est par le présent donné que, conformément à l'acte intitulé : " Loi pour venir en aide à certains corps religieux " (Q. 1905, chap. 21), une requête sera présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par " Bethlehem Congregational Church," de Westmount, demandant l'incorporation en vertu de la dite loi, et que la dite requête sera présentée le 20<sup>e</sup> jour de janvier 1906.

LIGHTHALL, HARWOOD &  
STEWART,  
Procureurs des requérants.  
Montréal, 7 décembre 1905. 4179

## Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that, in accordance with the act entitled : " An act for the relief of certain religious bodies " (Q. 1905, chap. 21), a petition will be presented to the lieutenant governor in council, by Bethlehem Congregational Church, of Westmount, praying for incorporation under the said act, and that said petition will be so presented on the 20th day of January, 1906.

LIGHTHALL, HARWOOD &  
STEWART,  
Attorneys for petitioners.  
Montreal, 7th December, 1905. 4180

## EXAMENS DE JANVIER 1906—JANUARY EXAMINATIONS, 1906.

Candidats à l'étude, section de Québec.—Candidates to study, section of Québec.

Nom—Name.	Prénoms—Surnames.	Age.	Domicile.	Collèges, etc.
Asselin . . . . .	Réné Edouard, . . . . .	23	Rimouski . . .	Séminaire, Rimouski.
Bérubé . . . . .	Léo . . . . .	21	Saint-André . .	Sainte-Anne.
Fitzpatrick . . . . .	Arthur . . . . .	21	Ottawa . . . . .	Séminaire, Québec, et professeur privé— Quebec Seminary and private tutor.
LaRue . . . . .	Eug. Wenceslas . . . . .	18	Québec . . . . .	Professeur privé—Private tutor.

Québec, 11 décembre—11th December, 1905.

CHARLES DEGUISE,  
Sec. B. Q.  
4219-20

## BARREAU DE MONTREAL.—BAR OF MONTREAL.

Candidats pour l'admission à l'étude du droit.—Candidates for admission to study of the law.

Examens du 9 janvier 1906.—Examinations of the 9th January, 1906.

Nos.	Noms. — Names.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Résidence.	Collèges.
1	Allard . . . . .	J. Ad. . . . .	19	St-Frs. du Lac.	Collège Nicolet.
2	Beauregard . . . . .	Elie . . . . .	21	Montréal . . . . .	Collège de Saint-Hyacinthe et Séminaire de Montréal. Acad. Girouard.
3	Brosseau . . . . .	Claude . . . . .	19	" . . . . .	Jesuit's College (Loyola), Cours de Kerméno, Prof. André, Prof. T. O. Orr, Shortell Academy.
4	Dechène . . . . .	A. M. . . . .	22	St-Roch . . . . .	Université d'Ottawa, Cours de Kerméno.
5	Jodoin . . . . .	Raymond . . . . .	22	Chambly Bass . . . . .	Collège Sainte-Marie de Montréal et Cours de Kerméno.
6	Labelle . . . . .	Edouard . . . . .	23	Sorel . . . . .	Séminaire de Montréal et Collège du Sacré Cœur, Sorel.
7	Le Huray . . . . .	Stephen, J. . . . .	24	Montréal . . . . .	Public School, Woodstock, Ontario, High School, Sherbrooke.
8	Monat . . . . .	P. Armand . . . . .	19	" . . . . .	Ecole Montcalm, Collège Sainte-Marie de Monnoir, Collège Sainte-Marie, Montréal, et L. de Boissieu.
9	Préfontaine . . . . .	Adrien . . . . .	19	" . . . . .	Mont Saint-Louis, Collège Sainte-Marie et Cours Privés.
10	Renaud . . . . .	Armand . . . . .	19	Joliette . . . . .	Cours de Kerméno.
11	Sabourin . . . . .	L. D . . . . .	22	St-Jean . . . . .	Université d'Ottawa, Leblond de Brumath et de Boissieu.
12	Simard . . . . .	Raymond . . . . .	19	Montréal . . . . .	Loyola College and Shortell's Academy.
13	Valois . . . . .	Roger . . . . .	18	Lachute . . . . .	Collège de Montréal, Collège de Sainte-Thérèse et Cours de Kerméno.

THOMAS E. WALSH,  
Secrétaire du Barreau de Montréal.—Secretary, Bar of Montreal.  
Montréal, 13 décembre—13th December, 1905. 4251-2

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 2416.

Gléphire Trudel, de Montréal, a, ce 7 décembre 1905, intenté une action en séparation de biens contre Jean Baptiste Sauriol, menuisier, des mêmes lieux.

CINQ-MARS & CINQ-MARS,  
4183 Avocats de la demanderesse.

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure*  
No 799.

Dame Léa Debien, de la paroisse de Saint-Martin, dit district, épouse commune en biens de William Plouffe, entrepreneur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs  
Le dit William Plouffe, Défendeur.  
Une action en séparation de biens est instituée en cette cause, ce septième jour de décembre.

LEONARD & PATENAUE,  
4197 Avocats de la demanderesse.  
Montréal, 7 décembre 1905.

Canada, }  
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Saint-François. }  
No 183.

Dame Priscille Thériault, épouse commune en biens de Zoël Pellerin, commerçant, de Bromptonville, dans le district de Saint-François, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, Demanderesse ;

vs  
Le dit Zoël Pellerin, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée le vingt-deuxième jour de novembre courant (1905).

A. BOURGAULT,  
4285 Procureur de la demanderesse.  
Sherbrooke, 28 novembre 1905.

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 2326.

Dame Sarah Olitzka, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Isaac Brodsky, du même lieu, agent, Demanderesse ;

vs  
Le dit Isaac Brodsky, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

JACOBS & GARNEAU,  
4283 Procureurs de la demanderesse.  
Montreal, 13 décembre 1905.

Province de Québec, }  
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*  
No 3810.

Dame Poméla Galarneau, du village de Saint-Gabriel de Brandon, dans le district de Joliette, épouse commune en biens de Téléphore Michaud, commerçant, du même lieu, a, ce jour, institué, contre son mari, une action en séparation de biens.

TELLIER E LADOUCEUR,  
3999.3 Avocats de la demanderesse.  
Joliette, 25 novembre 1905.

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 1155.

Georgiana Gagnon, de Beauvillage, district de Montréal, épouse commune en biens de Jean-Baptiste Delorme, journalier, ci-devant du même lieu, maintenant de lieux inconnus, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.

F. P. TREMBLAY,  
3971.3 Avocat de la demanderesse.  
Montréal, 24 novembre 1905.

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 2416.

Gléphire Trudel, of Montreal, has, this 7th December, 1905, instituted an action for separation as to property against Jean Baptiste Sauriol, carpenter, of the same place.

CINQ-MARS & CINQ-MARS,  
4184 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 799.

Dme Léa Debien, of the parish of Saint Martin, said district, wife common as to property of William Plouffe, contractor, of the same place, duly authorized à ester en justice, Plaintiff ;

vs  
The said William Plouffe, Defendant. An action for separation as to property has been instituted on the seventh day of December.

LEONARD & PATENAUE,  
4198 Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 7th December, 1905.

Canada, }  
Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Saint Francis. }  
No. 183.

Dame Priscille Theriault, wife common as to property of Zoël Pellerin, trader, of Bromptonville, in the district of Saint Francis, duly authorized to appear in judicial proceedings, for the purposes hereof, Plaintiff ;

vs  
The said Zoël Pellerin, Defendant. An action for separation of property has been instituted on the twenty second day of November instant, (1905).

A. BOURGAULT,  
5286 Attorney for plaintiff.  
Sherbrooke, 28th November, 1905.

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 2326.

Dame Sarah Olitzka, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Isaac Brodsky, of the same place, agent, Plaintiff ;

vs  
The said Isaac Brodsky, Defendant. An action for separation as to property has, this day, been instituted by plaintiff against defendant.

JACOBS & GARNEAU,  
4284 Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 13th December, 1905.

Province of Quebec, }  
District of Joliette. } *Superior Court.*  
No. 3810.

Dame Poméla Galarneau, of the village of Saint Gabriel de Brandon, in the district of Joliette, wife common as to property of Téléphore Michaud, trader, of the same place, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband.

TELLIER & LADOUCEUR,  
4000 Attorneys for plaintiff.  
Joliette, 25th November, 1905.

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 1155.

Georgiana Gagnon, of Beauvillage, district of Montreal, wife common as to property of Jean Baptiste Delorme, laborer, heretofore of the same place, now of places unknown, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

F. P. TREMBLAY,  
3972 Solicitor for plaintiff.  
Montreal, 24th November, 1905.

Province de Québec, }  
 District de Saint-François, } *Cour Supérieure.*  
 Dame Hattie Alice Bailey, épouse de Frédéric Ernest Smith, du canton de Clifton, dans le district de Saint-François, agent, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit mari.

LAWRENCE, MORRIS & McIVER,  
 Procureurs de la demanderesse.  
 Sherbrooke, 4 décembre 1905. 4111.2

Province de Québec, }  
 District d'Iberville, } *Cour Supérieure.*  
 No 219

Dame Mélina Breau, de la paroisse de Saint-Jean l'Évangéliste, district d'Iberville, épouse commune en biens de Hormisdas Boutin dit Cardinal, charretier, du même lieu, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son dit mari.

GIRARD & SAINT-CYR,  
 Avocats de la demanderesse.  
 Saint-Jean, 29 novembre 1905. 4011-3

Province de Québec, }  
 District de Montréal, } *Cour Supérieure.*  
 Dame Amanda Roy, épouse commune en biens de Ovila Labrèche, commerçant, de la cité de Saint-Henri, district de Montréal, a institué, ce jour, contre son dit époux, une action en séparation de biens.

AMEDEE GEOFFRION,  
 Procureur de la demanderesse.  
 Montréal, 28 novembre 1905. 4005.3

Province de Québec, }  
 District de Montréal, } *Cour Supérieure.*  
 No 3174.

Dame Olivine Molleur, épouse d'Arthur Hétu, tous deux de la cité et du district de Montréal, a, ce jour, poursuivi son mari en séparation de biens.

RAOUL GUILBAULT,  
 Avocat de la demanderesse.  
 Montréal, 17 octobre 1905. 4029.3

Province de Québec, }  
 District de Montréal, } *Cour Supérieure.*  
 No 3067.

Dame Emma Lamarre, épouse de J. A. Chevrier, tous deux de la cité et du district de Montréal, a, ce jour, poursuivi son mari en séparation de biens.

RAOUL GUILBAULT,  
 Avocat de la demanderesse.  
 Montréal, 3 octobre 1905. 4027.3

Province de Québec, }  
 District de Trois-Rivières, } *Cour Supérieure.*  
 No 346.

Emerance Morvan, épouse de Louis Fontaine, commis, de la ville de Shawinigan Falls, a, le 25 avril dernier, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

J. NARCISSE A. DEMERS,  
 Avocat de la demanderesse.  
 Trois-Rivières, 25 avril 1905. 3771.5

Canada, }  
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
 District de Montréal, }  
 No 2764.

Dame Victoria Lanciau, des cité et district de Montréal, épouse de Henri Péladeau, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,  
 Demanderesse ;

vs  
 Le dit Henri Péladeau, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 30<sup>e</sup> jour d'octobre 1905.

L. T. MARECHAL,  
 Avocat de la demanderesse.  
 Montréal, 2 novembre 1905. 3909.4

Province of Quebec, }  
 District of Saint Francis, } *Superior Court.*  
 Dame Hattie Alice Bailey, wife of Frederick Ernest Smith, of the township of Clifton, in the district of Saint Francis, agent, has, this day, instituted an action for separation of property against her said husband.

LAWRENCE, MORRIS & McIVER,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Sherbrooke, 4th December 1905. 4112

Province of Quebec, }  
 District of Iberville, } *Superior Court.*  
 No 219.

Dame Mélina Breau, of the parish of St. Johns the Evangelist, district of Iberville, wife common as to property of Hormisdas Boutin dit Cardinal, carter, of the same place, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

GIRARD & SAINT-CYR,  
 Attorneys for the plaintiff.  
 St. Johns, 29th November, 1905. 4012

Province of Quebec, }  
 District of Montreal, } *Superior Court.*

Dame Amanda Roy, wife common as to property of Ovila Labrèche, trader, of the city of Saint-Henri, district of Montreal, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

AMEDEE GEOFFRION,  
 Attorney for the plaintiff.  
 Montreal, 28th November, 1905. 4006

Province of Quebec, }  
 District of Montréal, } *Superior Court.*  
 No. 3174.

Dame Olivine Molleur, wife of Arthur Hétu, both of the city and district of Montreal, has, this day, sued her husband for separation of property.

RAOUL GUILBAULT,  
 Attorney for plaintiff.  
 Montreal, 17th October, 1905. 4030

Province of Quebec, }  
 District of Montreal, } *Superior Court*  
 No. 3067.

Dame Emma Lamarre, wife of J. A. Chevrier, both of the city and district of Montreal, has, this day, sued her husband for separation of property.

RAOUL GUILBAULT,  
 Attorney for plaintiff.  
 Montreal, 3rd October, 1905. 4028

Province of Quebec, }  
 District of Three Rivers, } *Superior Court.*  
 No. 346.

Emerance Morvan, wife of Louis Fontaine, clerk, of the town of Shawinigan Falls, has, on the 25th of April last, instituted an action for separation as to property against her husband.

J. NARCISSE A. DEMERS,  
 Attorney for plaintiff  
 Three Rivers, 25th April, 1905. 3772

Canada, }  
 Province of Quebec, } *Superior Court.*  
 District of Montreal, }  
 No. 2764.

Dame Victoria Lanciau, of the city and district of Montreal, wife of Henri Péladeau, of the same place, duly authorized à ester en justice,  
 Plaintiff ;

The said Henri Péladeau, Défendeur.  
 An action for separation as to property has been instituted on the 30th day of October, 1905.

L. T. MARECHAL,  
 Attorney for plaintiff.  
 Montreal, 2nd November, 1905. 3910

Province de Québec, }  
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*  
No 3807.

Dame Parmélia Masse, ci-devant de la paroisse de Sainte-Mélanie d'Ailleboust, district de Joliette, demeurant actuellement en la ville et le district de Joliette, épouse commune en biens de Léon Perreault, cultivateur, de la dite paroisse de Sainte-Mélanie d'Ailleboust, dûment autorisée aux fins des présentes, Demanderesse ;

vs  
Le dit Léon Perreault, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 18ième jour de novembre courant.

RENAUD & GUIBAULT,  
Procureurs de la demanderesse.  
Joliette, 18 novembre 1905. 3905-4

Canada, }  
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Saint-François. }  
No. 171.

Dame Marie Agathe Girard du canton de Emberton, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de Damase Labonté, du même lieu, marchand général, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son dit époux.

CHAS. C. CABANA,  
Procureur de la demanderesse.  
Sherbrooke, 14 novembre 1905 3897-4

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 2170.

Dame Jane Bloom, de la cité de Sainte-Cunégonde, dit district, épouse de Philip Harrison, du même lieu, commerçant, a, ce jour, poursuivi son dit époux en séparation de biens.

R. D. MATHESON,  
Procureur de la demanderesse.  
Montréal, 16 novembre 1905. 3889-4

Province de Québec, }  
District de Montréal. }  
No 980.

Dame Marie Louise Bonaventure, Demanderesse, et épouse de Joseph Touzin, Défendeur, a, ce jour, pris une action en séparation de bien contre le dit défendeur en cette cause.

J. O. LACROIX,  
Avocat de la demanderesse.  
Montréal, 13 novembre 1905. 3793.4

Province de Québec, }  
District de Joliette. } *Cour Supérieure*  
No 3805.

Dame Marie Elmire Diana Bonin, de la ville et du district de Joliette, épouse commune en biens de Hildaige Asselin, ci-devant commis marchand, du même lieu, et aujourd'hui absent de cette province, a, ce jour, institué contre son mari une action en séparation de biens.

TELLIER & LADOUCEUR,  
Avocats de la demanderesse.  
Joliette, 10 novembre 1905. 3849.5

Province de Québec, }  
District de Kamouraska. } *Cour Supérieure.*  
No 3518.

Dame Clara Dionne, épouse commune en biens de Jean-Baptiste Bélanger, cultivateur, de la paroisse de Saint-Hubert, et dûment autorisée en justice, Demanderesse ;

vs  
Le dit Jean-Baptiste Bélanger, Défendeur.  
Avis est par les présentes donné qu'une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 22 novembre courant.

J. CAMILLE POULIOT,  
Procureur de la demanderesse.  
Fraserville, 23 novembre 1905. 3943-4

Province of Quebec, }  
District of Joliette. } *Superior Court.*  
No 3807.

Dame Parmélia Masse, heretofore of the parish of Sainte Melanie d'Ailleboust, district of Joliette, and now residing in the town and district of Joliette, wife common as to property of Léon Perreault, farmer, of the said parish of Sainte Melanie d'Ailleboust, duly authorized for the purposes hereof, Plaintiff ;

vs  
The said Léon Perreault, Defendant.  
An action for separation of property has been instituted in this cause, on the 18th day of November instant.

RENAUD & GUIBAULT,  
Attorneys for plaintiff.  
Joliette, 18th November, 1905. 3906

Canada, }  
Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Saint Francis. }  
No 171.

Dame Marie Agathe Girard, of the township of Emberton, in the district of Saint Francis, wife common as to property of Damase Labonté, of the same place, merchant, has, this day, taken an action against her husband for separation of property.

CHAS. C. CABANA,  
Attorney for plaintiff.  
Sherbrooke, 14th November, 1905. 3898

Province of Quebec, }  
District of Montréal. } *Superior Court.*  
No. 2170.

Dame Jane Bloom, of the city of Sainte Cunégonde, said district, wife of Philip Harrison, of the same place, trader, has, this day, sued her said husband for separation of property.

R. D. MATHESON,  
Attorney for plaintiff.  
Montreal, 16th November, 1905. 3890

Province of Quebec, }  
District of Montréal. }  
No. 980.

Dame Marie Louise Bonaventure, Plaintiff, and wife of Joseph Touzin, Defendant, has, this day, instituted an action in separation as to property against the said defendant in this cause.

J. O. LACROIX,  
Attorney for plaintiff.  
Montreal, 13th November, 1905. 3794

Province of Quebec, }  
District of Joliette. } *Superior Court.*  
No. 3805.

Dame Marie Elmire Diana Bonin, of the town and district of Joliette, wife common as to property of Hildaige Asselin, heretofore clerk, of the same place, and now absent of this province, has, this day, instituted an action in separation as to property against her husband.

TELLIER & LADOUCEUR,  
Attorneys for plaintiff.  
Joliette, 10th, November 1905. 3850

Province of Quebec, }  
District of Kamouraska. } *Superior Court.*  
No 3518

Dame Clara Dionne, wife common as to property of Jean Baptiste Bélanger, farmer, of the parish of Saint Hubert, duly authorized to appear in judicial proceedings, Plaintiff ;

vs  
The said Jean Baptiste Bélanger, Defendant.  
Notice is hereby given that an action for separation as to property has been instituted in this case, on the 22nd November instant.

J. CAMILLE POULIOT,  
Attorney for plaintiff.  
Fraserville, 23rd November, 1905. 3944

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 2910.  
 Dame Léda Côté, de Montréal, épouse commune en biens de Henry Blackburn, restaurateur, du même lieu, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.  
**F. P. TREMBLAY,**  
 Avocat de la demanderesse.  
 Montréal, 22 novembre 1905. 3947-4

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 2645.  
 Dame Agnès Leith, de la cité et du district de Montréal, épouse d'Arthur Morache, entrepreneur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice.  
 Demanderesse ;  
 vs  
 Le dit Arthur Morache, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le vingt-quatrième jour d'octobre 1905.

**CRESSÉ & DESCARRIES,**  
 Avocats de la demanderesse.  
 Montréal, 6 novembre 1905. 3937-4

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 3197.  
 Dame Sophia Eynovitz, des cité et district de Montréal, épouse de Moses Fineberg, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit mari.

**J. F. MACKIE,**  
 Procureur de la demanderesse.  
 Montréal, 20 octobre 1905. 3871.5

*Cour Supérieure — District de Québec.*  
 No 987.

Dame Rebecca Bélanger, de la paroisse de Saint-Romuald d'Etchemin, dit district, dûment autorisée, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son époux, Eugène Nadeau, du même lieu, hôtelier.

**CASGRAIN, LAVERY, RIVARD  
 & CHAUVEAU,**  
 Procureurs de la demanderesse.  
 Québec, 9 novembre 1905. 3873.5

Province de Québec, }  
 District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*  
 No 572.

Marie Eugénie Lavasseur, épouse de François Xavier Picher, boucher, tous deux de la cité des Trois-Rivières, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari.

**MARTEL & DUPLESSIS,**  
 Procureurs de la demanderesse.  
 Trois-Rivières, 15 novembre 1905. 3843.5

Province de Québec, }  
 District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure*  
 No 151.

*In re* Dame Exilda Leclerc, épouse de Napoléon Richer, hôtelier, des cité et district de Saint-Hyacinthe, dûment autorisée, par ordonnance d'un juge de cette cour, à ester en justice aux fins des présentes,  
 Demanderesse ;

vs  
 Le dit Napoléon Richer, Défendeur.  
 Une action en séparation de corps et de biens a été instituée le neuvième jour de novembre courant.

**A. BOURGAULT,**  
 Procureur de la demanderesse.  
 Saint-Hyacinthe, 13 novembre 1905. 3845.5

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure*  
 No 3185.

Dame Alexina Forget dit Despatie, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 2910.  
 Dame Léda Côté, of Montreal, wife common as to property of Henry Blackburn, restaurant keeper, of the same place, has, this day, instituted an action for separation as to property from her said husband.  
**F. P. TREMBLAY,**  
 Attorney for plaintiff.  
 Montreal, 22nd November, 1905. 3948

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 2645.  
 Dame Agnès Leith, of the city and district of Montreal, wife of Arthur Morache, contractor, of the same place, duly authorized to ester en justice,  
 Plaintiff ;  
 vs  
 The said Arthur Morache, Defendant.  
 An action en séparation de biens has been taken in the case, the 24th day of October, 1905.

**CRESSÉ & DESCARRIES**  
 Attorneys for plaintiff.  
 Montreal, 6th November, 1905. 3938

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 3197.  
 Dame Sophia Eynovitz, of the city and district of Montreal, wife of Moses Fineberg, of the same place, has, this day, instituted an action in separation as to property against her said husband.

**J. F. MACKIE,**  
 Attorney for plaintiff.  
 Montreal, 20th October, 1905. 3872

*Superior Court. — District of Québec.*  
 No. 987.

Dame Rebecca Bélanger, of the parish of Saint-Romuald d'Etchemin, said district, duly authorized, has, this day, instituted an action for separation of property against her husband, Eugène Nadeau, of the same place, hotel-keeper.

**CASGRAIN, LAVERY, RIVARD  
 & CHAUVEAU,**  
 Attorneys for plaintiff.  
 Québec, 9th November, 1905. 3874

Province of Quebec, }  
 District of Three Rivers. } *Superior Court.*  
 No. 572.

Marie Eugénie Lavasseur, wife of François Xavier Picher, butcher, both of the city of Three Rivers, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband.

**MARTEL & DUPLESSIS,**  
 Attorneys for plaintiff.  
 Three Rivers, 15th November, 1905. 3844

Province of Quebec, }  
 District of Saint Hyacinth. } *Superior Court*  
 No. 151.

*In re* Dame Exilda Leclerc, wife of Napoléon Richer, hotel keeper, of the city and district of Saint-Hyacinth, duly authorized by order of a judge of this court, to appear in judicial proceedings for the purposes hereof,  
 Plaintiff ;

vs  
 The said Napoléon Richer, Defendant.  
 And action for separation from bed and board has been instituted on the ninth day of November instant.

**A. BOURGAULT,**  
 Attorney or plaintiff.  
 Saint Hyacinth, 13th December, 1905. 3846

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 3185.

Dame Alexina Forget dit Despatie, of the city and district of Montreal, wife common as to property of

Israël Nantel, marchand de bois, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre le dit Israël Nantel.

CHARLES BRUCHÉSI,  
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 4 décembre 1905. 4131-2

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 1169.

Dame Caroline Poiré, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Neil Guay, commerçant, du même lieu,  
Demanderesse ;

vs.

Le dit Joseph Neil Guay, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

GEORGE POLIQUIN,  
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 23 novembre 1905. 3957.4

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*  
No 764.

Dame Georgiana Désève, épouse commune en biens de André Louvel, tous deux de la cité et du district de Montréal, dûment autorisée aux fins des présentes par jugement de cette cour,  
Demanderesse ;

vs.

André Louvel, du même lieu, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

J. J. BEAUCHAMP,  
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 1er décembre 1905. 4153.2

Israël Nantel, wood merchant, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

CHARLES BRUCHÉSI,  
Attorney for plaintiff.

Montreal, 4th December, 1905. 4132

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 1169.

Dame Caroline Poiré, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph Neil Guay, trader, of the same place,  
Plaintiff ;

vs.

The said Joseph Neil Guay, Defendant.  
An action for separation as to property has been taken, to day, in this cause.

GEORGE POLIQUIN,  
Attorney for plaintiff.

Montreal, 23rd November, 1905. 3958

*Superior Court.—District of Montreal.*  
No. 764.

Dame Georgiana Désève, wife common as to property of André Louvel, both of the city and district of Montreal, duly authorized to these presents by judgment of this court,  
Plaintiff ;

vs.

André Louvel, of the same place, Defendant.  
An action for separation as to property has been instituted, this day, by the plaintiff against the defendant.

J. J. BEAUCHAMP,  
Attorney for plaintiff.

Montreal, 1st December, 1905. 4154

### Avis de Faillites

Dans l'affaire de Thomas S. Williamson, de la cité de Montréal, Failli,  
Un deuxième et dernier bordereau de dividendes a été déclaré, et sera sujet à objection jusqu'à mardi, le 26e jour de décembre 1905, après laquelle date les dividendes seront payables.

JOHN HYDE,  
Curateur.

Montréal, 7 décembre 1905. 4191

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 164.

Dans l'affaire de Alphonse Olivier, épiciier, de Montréal, Failli.  
Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de l'honorable juge Loranger, en date du 22 novembre 1905, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli.

Toutes personnes ayant des réclamations contre le dit failli sont requises de les produire dans les trente jours de cette date.

NAPOLEON ST. AMOUR,  
Curateur.

11, Place d'Armes, Montréal.  
Montréal, 6 décembre 1905. 4189

Province de Québec, }  
District de Québec. } *Cour Supérieure.*

*In re* P. Robitaille & Fils, de Lévis, Faillis.  
Un second et dernier bordereau de dividende a été préparé et sera sujet aux oppositions jusqu'au vingt-septième jour de décembre 1905, après quoi le dividende sera payé.

ALFRED LEMIEUX,  
Curateur.

Lévis, 11 décembre 1905. 4195

### Bankrupt Notices

In the matter of Thomas S. Williamson, of the city of Montreal, Insolvent.  
A second and final dividend has been declared, open to objection until Tuesday, 26th December, 1905, after which date dividends will be payable.

JOHN HYDE,  
Curator.

Montreal, 7th December, 1905. 4192

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 164.

In the matter of Alphonse Olivier, grocer, of Montreal, Insolvent.  
Notice is hereby given that by order of the Honorable judge Loranger, of date the 22nd of November, 1905, I was appointed curator to the estate of the said insolvent.

All persons having claims against the said insolvent are required to file them within thirty days from this date.

NAPOLEON ST. AMOUR,  
Curator.

11, Place d'Armes, Montreal.  
Montreal, 6th December, 1905. 4190

Province of Quebec, }  
District of Quebec. } *Superior Court.*

*In re* P. Robitaille & Fils, of Lévis, Insolvents.  
A second and final dividend sheet has been prepared and will be open to objections until the twenty seventh December, 1905, after which dividend will be paid.

ALFRED LEMIEUX,  
Curator.

Lévis, 11th December, 1905. 4196

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 174.

Dans l'affaire de Dame C. McManus, épouse séparée de biens de V. Brosseau, et faisant affaire sous la raison sociale de V. Brosseau & Cie, comme épiciers et bouchers, de Montréal. Faillie.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de l'honorable juge Charbonneau, en date du 30 novembre 1905, j'ai été nommé curateur aux biens de la dite faillie.

Toutes personnes ayant des réclamations contre la dite faillie sont requises de les produire, dans les trente jours de cette date.

NAPOLEON ST AMOUR,  
Curateur.

11, Place d'Armes.  
Montréal, 6 décembre 1905. 4187

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 179.

Dans l'affaire de Deom, Savarin & Cie, libraires, de la cité de Montréal. Faillis.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de l'honorable juge Lavergne, en date du 7 décembre 1905, j'ai été nommé curateur aux biens des dits faillis.

Toutes personnes ayant des réclamations contre les dits faillis sont requises de les produire dans les trente jours de cette date.

NAPOLEON ST. AMOUR,  
Curateur.

11, Place d'Armes, Montreal.  
Montréal, 7 décembre 1905. 4185

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

*In re* Sampson & Lefebvre, Faillis.

Nous, soussignée, comptables, de la cité de Montréal, avons été duement nommés curateurs aux biens des dits faillis, en date du 7 décembre 1905.

Les créanciers des dits faillis sont requis de produire leurs réclamations (s'ils ne l'ont déjà fait), à nos bureaux, No 15, rue Saint-Jacques, dans un délai de trente jours à compter du présent avis.

E. LAMOUREUX,  
WM. RENAUD,  
Curateurs.

Montréal, 12 décembre 1905. 4217

*In re* Albert Pesant, épiciers, de Montréal, Failli.

Un premier et final bordereau de collocation a été préparé en cette affaire. Les allocations seront payables à mon bureau à partir du huit janvier 1906.

Toute contestation à tel dividende devra être déposée devant moi avant la date sus-mentionnée.

OSCAR PROULX,  
Curateur.

Montréal, 12 décembre 1905. 4215

Province de Québec, }  
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*

W. R. Webster & Co., Sherbrooke, Demandeurs ;

vs

F. R. Labonté & "Home Furniture Co.," Magog, Défendeur et failli.

Avis est par le présent donné que le neuvième jour de décembre 1905, par ordre de la cour, j'ai été nommé curateur des biens du susdit défendeur failli, qui en a fait un abandon judiciaire complet pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, dûment attestées sous serment, doivent être déposées dans mon bureau, 125, rue Wellington, Sherbrooke, sous un mois.

JOHN J. GRIFFITH,  
Curateur.

Sherbrooke, 11 décembre 1905. 4211

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 174.

In the matter of Dame C. McManus, wife separated as to property of V. Brosseau, and doing business under the style and firm of V. Brosseau & Co., as grocers and butchers, of Montreal. Insolvent.

Notice is hereby given that by order of the Honorable judge Charbonneau, dated the 30th November, 1905, I was appointed curator to the estate of the said insolvent.

Any persons having claims against the said insolvent are required to file them, within thirty days from this date.

NAPOLEON ST AMOUR,  
Curator.

11, Place d'Armes.  
Montreal, 6th December, 1905. 4188

Province of Quebec, }  
District of Montreal, } *Superior Court.*  
No. 179.

In the matter of Deom, Savarin & Co, booksellers, of the city of Montreal, Insolvents.

Notice is hereby given that by order of the Honorable judge Lavergne, dated the 7th of December, 1905, I was appointed curator to the estate of the said insolvents.

Persons having claims against the said insolvents are required to file them within thirty days from this date.

NAPOLEON ST. AMOUR,  
Curator.

11, Place d'Armes, Montreal.  
Montreal, 7th December, 1905. 4186

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*

*In re* Sampson & Lefebvre, Insolvents.

We, the undersigned, accountants, of the city of Montreal, have been appointed curators to the estate of said insolvents, in date of 7th day of December, 1905.

The creditors of said insolvents are requested to produce their claims (if they have not done so), at our offices, No. 15, Saint James street, within thirty days from the present notice.

E. LAMOUREUX,  
WM. RENAUD,  
Curators.

Montreal, 12th December, 1905. 4218

*In re* Albert Pesant, of the city of Montreal, grocer, Insolvent.

A first and final statement of dividend has been prepared in this matter. The allocations will be payable at my office the 8th January, 1906.

Every contestation to such dividend ought to be filed in my hands before the above mentioned date.

OSCAR PROULX,  
Curator.

Montreal, 12th December, 1905. 4216

Province of Quebec, }  
District of Saint Francis. } *Superior Court.*

W. R. Webster & Co., Sherbrooke, Plaintiffs ;

vs

F. R. Labonté & "Home Furniture Co.," Magog, Defendant and insolvent.

Notice is hereby given that on the ninth day of December, 1905, by order of the court, I was appointed curator to the estate of above defendant, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed, duly attested under oath, at my office, 125, Wellington street, Sherbrooke, within one month.

JOHN J. GRIFFITH,  
Curator.

Sherbrooke, 11th December, 1905. 4212

Province de Québec, }  
 District de Joliette. } *Cour Supérieure.*  
*In re* Émile Carpentier, Saint-Félix de Valois, P. Q.,  
 Insolvable.

Avis est donné que le sixième jour de décembre 1905, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession du sus-nommé.

Les réclamations doivent être produites à notre bureau, à Joliette, sous un mois de cette date.

E. G. PICHE,  
 HECTOR LAVALLEE,  
 Curateurs conjoints.

Joliette, 7 décembre 1905. 4177

Province de Québec, }  
 District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*  
*In re* J. A. Roy, Saint-Cyrille de Wendover,  
 Insolvable.

Avis vous est donné que le sixième jour de décembre 1905, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession du sus-nommé, qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre nos mains dans les trente jours de cet avis.

P. J. CHARTRAND,  
 P. L. TURGEON,  
 Curateurs conjoints.

Bureau de Chartrand & Turgeon,  
 180, rue Saint-Jacques, Montréal. 4181

Province de Québec, }  
 District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*  
 No 128.

Dans l'affaire de John B. Mitchell, de la ville de Lachute, charron, y faisant affaires seul comme tel, sous les nom et raison de Mitchell & Son, Failli.

Avis est par le présent donné que le 7e jour de décembre 1905, par ordre de la cour, le soussigné a été nommé curateur des biens du dit John B. Mitchell, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être déposées devant moi sous trente jours de la date de cet avis.

CHAS. CALDER,  
 Curateur.

Lachute, 7 décembre 1905. 4281

Province de Québec, }  
 District de Québec. } *Cour Supérieure.*

*In re* Martin McKeough, Québec, Failli.  
 Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 30 décembre courant, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau, 343, rue Saint-Joseph.

ALPHONSE HUARD,  
 Curateur.

Québec, 16 décembre 1905. 4295

Avis est donné que Napoléon Bigaouette, de Grand Pabos, comté de Gaspé, marchand, a fait cession de ses biens, le 11 décembre 1905.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,  
 Gardiens provisoires.

4271

Avis est donné qu'un premier dividende a été déclaré dans l'affaire de Luc Pelletier, de Rivière-Jaune, comté de Québec, propriétaire de moulins et marchand, insolvable, payable le ou après le 3 janvier 1906.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,  
 Curateurs conjoints.

4273

Province of Quebec, }  
 District of Joliette. } *Superior Court.*  
*In re* Emile Carpentier, Saint Félix de Valois, P. Q.,  
 Insolvent.

Notice is given that on the sixth day of December, 1905, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named.

Claims must be filed at our office, at Joliette, within one month.

E. G. PICHE,  
 HECTOR LAVALLEE,  
 Joint curators

Joliette, 7th December, 1905. 4178

Province of Quebec, }  
 District of Arthabaska. } *Superior Court.*  
*In re* J. A. Roy, Saint Cyrille de Wendover,  
 Insolvent.

Notice is hereby given that on the 6th day of December, 1905, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed at our office within thirty days from this notice.

P. J. CHARTRAND,  
 P. L. TURGEON,  
 Joint curators.

Office of Chartrand & Turgeon,  
 180, Saint James street, Montreal. 4182

Province of Quebec, }  
 District of Terrebonne. } *Superior Court.*  
 No. 128.

*In the matter of* John B. Mitchell, of the town of Lachute, carriage manufacturer, and there doing business alone as such, under the firm name of Mitchell & Son, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 7th day of December, 1905, by an order of the court, the undersigned was appointed curator to property of the said John B. Mitchell, who has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

CHAS. CALDER,  
 Curator.

Lachute, 7th December, 1905. 4282

Province of Quebec, }  
 District of Québec. } *Superior Court.*

*In re* Martin McKeough, Québec, Insolvent.  
 A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until the 30th of December instant, after which date the dividends will be payable at my office, 343, Saint Joseph street.

ALPHONSE HUARD,  
 Curator.

Québec, 16th December, 1905. 4296

Notice is given that Napoléon Bigaouette, of Grand Pabos, county of Gaspé, merchant, has, on the 11th of December, 1905, made an assignment of his property.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,  
 Provisional guardians.

4272

Notice is given that a first dividend sheet has been prepared in the matter of Luc Pelletier, of Rivière-Jaune, county of Québec, mill owner and merchant, insolvent, payable on or after the 3rd of January, 1906.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,  
 Joint curators.

4274

Avis est donné que les soussignés ont été nommés curateurs conjoints dans l'affaire de William Allan Ross, de Hopeton, comté de Bonaventure, marchand, le premier jour de décembre 1905.  
Les créanciers du dit insolvable sont requis de produire leurs réclamations, dûment attestées sous serment, dans un délai de trente jours de cette date.

4279 LEFAIVRE & TASCHEREAU,  
Curateurs conjoints.

Avis est donné que les soussignés ont été nommés curateurs conjoints dans l'affaire de Joseph Fabien Bellavance, de Rimouski, marchand, insolvable, le 2 décembre 1905.

Les créanciers du dit insolvable sont requis de produire leurs réclamations, dûment attestées sous serment, dans un délai de trente jours de cette date.

4277 LEFAIVRE & TASCHEREAU,  
Curateurs conjoints.

Avis est donné que Joseph Sauviat, de l'Islet, marchand, a fait cession de ses biens le 9 décembre 1905.

4269 LEFAIVRE & TASCHEREAU,  
Gardiens provisoires.

Avis est donné que les soussignés ont été nommés curateurs conjoints dans l'affaire de Victor Thibault, de Sayabec, comté de Rimouski, marchand, insolvable.

Les créanciers du dit insolvable sont requis de produire leurs réclamations, dûment attestées sous serment, dans un délai de trente jours de cette date.

4275 LEFAIVRE & TASCHEREAU,  
Curateurs conjoints.  
Québec, 9 décembre 1905.

Province de Québec, }  
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*  
No 4671. }  
*Re* Joseph P. Heroux, entrepreneur, de la cité de Sorel, Failli.  
Le failli a, ce jour, fait cession judiciaire de ses biens au greffe de cette cour.

4233 C. W. CARBONNEAU,  
Gardien provisoire.  
Sorel, 11 décembre 1905.

*District de Québec.*

*In re* Frs. Henry, Québec, Failli.  
Je donne avis que j'ai été nommé curateur en cette affaire.

Les personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire dans les trente jours de cette date.

4297 ALPHONSE HUARD,  
Curateur.  
343, rue Saint-Joseph.  
Québec, 16 décembre 1905.

Canada, }  
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Saint-Hyacinthe. }  
*In re* Zoel Pellerin, Cédant.

Avis est par les présentes donné que Zoel Pellerin, commerçant, de la ville de Bromptonville, dans le district de Saint-François, a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le vingt-huitième jour de novembre courant, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Saint-Hyacinthe.

4287 J. P. ROYER,  
Gardien provisoire.

A. BOURGAULT,  
Avocat du gardien provisoire.  
Saint-Hyacinthe, 29 novembre 1905.

Notice is given that on the first day of December, 1905, the undersigned have been appointed joint curators in the matter of William Allan Ross, of Hopetown, county of Bonaventure, merchant.

The creditors of the said insolvent are requested to file their claims, duly attested under oath, within a delay of thirty days from this date.

4280 LEFAIVRE & TASCHEREAU,  
Joint curators.

Notice is given that on the 2nd day of December, 1905, the undersigned have been appointed joint curators in the matter of Joseph Fabien Bellavance, of Rimouski, merchant, insolvent.

The creditors of the said insolvent are requested to file their claims, duly attested under oath, within a delay of thirty days from this date.

4278 LEFAIVRE & TASCHEREAU,  
Joint curators.

Notice is given that Joseph Sauviat, of l'Islet, merchant, has made an assignment of his property on the 9th of December, 1905.

4270 LEFAIVRE & TASCHEREAU,  
Provisional guardians.

Notice is given that the undersigned have been appointed joint curators in the matter of Victor Thibault, of Sayabec, county of Rimouski, merchant, insolvent.

Creditors of the said insolvent are required to file their claims, duly sworn to, within thirty days from this date.

4276 LEFAIVRE & TASCHEREAU,  
Joint curators.  
Quebec, 9th December, 1905.

Province of Quebec, }  
District of Richelieu. } *Superior Court.*  
No. 4671. }  
*Re* Joseph P. Heroux, contractor, of the city of Sorel, Insolvent.  
The insolvent has, this day, made a judicial abandonment of his property at the office of this court.

4234 C. W. CARBONNEAU,  
Provisional guardian.  
Sorel, 11th December, 1905.

*District of Québec.*

*In re* Frs. Henry, Québec, Insolvent.  
I give notice that I have been appointed curator in this matter.

Creditors of the said insolvent are required to file their claims within thirty days from this date.

4298 ALPHONSE HUARD,  
Curator.  
343, Saint Joseph street.  
Quebec, 16th December, 1905.

Canada, }  
Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Saint-Hyacinthe. }  
*In re* Zoel Pellerin, Insolvent debtor.

Notice is hereby given that Zoel Pellerin, trader, of the town of Bromptonville, in the district of Saint Francis, has, on the twenty-eighth day of November instant, made an assignment of his property for the benefit of his creditors, at the protonotaire's office of the superior court, at Saint Hyacinthe.

4288 J. P. ROYER,  
Provisional guardian.

A. BOURGAULT,  
Attorney for provisional guardian.  
Saint Hyacinthe, 29th November, 1905.

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 186.

Dans l'affaire de Joseph Louis Roy, de Montréal,  
 Failli.

Avis est par les présentes donné que le susdit  
 failli a fait, le 12ème jour de décembre courant,  
 1905, un abandon judiciaire de ses biens pour le  
 bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire  
 de la cour supérieure du district de Montréal.

F. X. BILODEAU,  
 Député gardien provisoire.

Bureau de Bilodeau & Chalifour,  
 15, rue Saint-Jacques, Montréal.  
 Montréal, 12 décembre 1905. 4255

Province de Québec, }  
 District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Authier & Charrette, de Maccaza,  
 Faillis.

Avis est par le présent donné qu'un premier et  
 dernier bordereau de dividende a été préparé en  
 cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 5  
 janvier 1906.

Ce dividende sera payable à mon bureau le ou  
 après le 5 janvier 1906.

NAPOLEON ST-AMOUR,  
 Curateur.

Edifice New-York Life,  
 11, Place d'Armes.  
 Montréal, 16 décembre 1905. 4263

*District de Québec.*

*In re* James Campbell, Québec, Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un  
 ordre de la cour, en date du 13 décembre 1905,  
 j'ai été nommé curateur aux biens de cette succes-  
 sion.

Toutes personnes ayant des réclamations contre  
 cette succession sont requises de les produire devant  
 moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,  
 Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
 Bâtisse de la Cie Richelieu.  
 Québec, 13 décembre 1905. 4245

*District de Québec.*

*Re* J. L. Fortin & Cie, Québec, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 13  
 décembre 1905, j'ai été nommé curateur aux biens  
 de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre  
 cette succession, sont requises de les produire devant  
 moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,  
 Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
 Bâtisse de la Cie Richelieu.  
 Québec, 13 décembre 1905. 4243

*District de Saguenay.*

*Re* succession vacante feu Alfred Bouchard, Baie  
 Saint-Paul, marchand.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 9  
 décembre 1905, j'ai été nommé curateur aux biens  
 de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre  
 cette succession sont requises de les produire de-  
 vant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,  
 Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
 Bâtisse de la Cie Richelieu.  
 Québec, 13 décembre 1905. 4247

*District de Québec.*

Eugène Picher, de Québec, négociant, a, le 13  
 décembre 1905, fait cession de ses biens pour le

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 186.

In the matter of Joseph Louis Roy, of Montreal,  
 Insolvent.

Notice is hereby given that the above named  
 insolvent has, this 12th day of December instant,  
 1905, made a judicial assignment of all his assets for  
 the benefit of his creditors, in the prothonotary's  
 office for the district of Montreal.

F. X. BILODEAU,  
 Deputy provisional guardian.

Office of Bilodeau & Chalifour,  
 15, Saint James street, Montreal.  
 Montreal, 12th December, 1905. 4256

Province of Quebec, }  
 District of Ottawa. } *Superior Court.*

In the matter of Authier & Charrette, of Maccaza,  
 Insolvents.

Notice is hereby given that a first and final divid-  
 end sheet has been prepared in this matter, open  
 to objection until the 5th of January, 1906.

This dividend will be payable at my office, on or  
 after the 5th of January, 1906.

NAPOLEON ST-AMOUR,  
 Curator.

New York Life Building,  
 11, Place d'Armes,  
 Montreal, 16th December, 1905. 4264

*District of Québec.*

*In re* James Campbell, Quebec, Insolvent.

Notice is hereby given that in virtue of an order  
 of the court, dated 13th December, 1905, I have been  
 appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are  
 requested to file them with me within thirty days  
 from this date.

V. E. PARADIS,  
 Curator.

Office : 44, Dalhousie street,  
 Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
 Quebec, 13th December, 1905. 4246

*District of Québec.*

*Re* J. L. Fortin & Cie, Quebec, Insolvents.

In virtue of an order of the court, dated 13th  
 December, 1905, I have been appointed curator to  
 this estate.

All persons having claims against this estate are  
 requested to file them with me within thirty days  
 from this date.

V. E. PARADIS,  
 Curator.

Office : 44, Dalhousie street,  
 Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
 Quebec, 13th December, 1905. 4244

*District of Saguenay.*

*Re* vacant estate of late Alfred Bouchard, Saint  
 Paul's Bay, merchant.

In virtue of an order of the court, dated 9th  
 December, 1905, I was appointed curator to this  
 estate.

All persons having claims against this estate are  
 requested to file them with me within thirty days  
 from this date.

V. E. PARADIS,  
 Curator.

Office : 44, Dalhousie street,  
 Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
 Quebec, 13th December, 1905. 4248

*District of Québec.*

Eugène Picher, of Quebec, merchant, has, on  
 the 13th December, 1905, made a judicial assign-

bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,  
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 13 décembre 1905. 4241

District de Québec.

*In re* Georges Bergeron, épiciier, Québec, Insolvable.

Un deuxième et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 3 janvier 1906, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,  
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 13 décembre 1905. 4239

District de Québec.

*Re* Aurèle Resther, Québec, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 2 janvier 1906, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,  
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 13 décembre 1905. 4237

Province de Québec, }  
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure*  
Dans l'affaire de Henry R. Thompson, Kingsey, Failli.

Avis est par le présent donné que le 11ième jour de décembre 1905, par ordre de la cour, le soussigné a été nommé curateur des biens du dit failli, qui en a fait un abandon pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être déposées devant moi sous trente jours de la date de cet avis.

JOHN McD. HAINS,  
Curateur.

Bâtisses Fraser, 43, rue Saint-Sacrement,  
Montréal.  
Montréal, 13 décembre 1905. 4235

*In re* A. E. Lachance, " Dame Adèle Guérard," de Sherbrooke, Qué., Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, sujet à objection jusqu'au 2ème jour de janvier 1906, après quelle date les dividendes seront payables à mon bureau.

J. P. ROYER,  
Curateur.

Bureau de J. P. Royer,  
No 87, rue Wellington.  
Sherbrooke, Qué., 13 décembre 1905. 4261

Licitations

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 2381.

LICITATION.

Avis est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 28e jour de novembre 1905, dans une cause portant le numéro 2381, des records de la dite cour, où Frederick Bydwell, des cité et district de Montréal, commis, est Demandeur ; et Dame Emily Firth,

ment of his property for the benefit of his creditors, at the protonotary's office of the superior court for the district of Québec, according to law.

V. E. PARADIS,  
Provisional guardian

Office : 44 Dalhousie street,  
Richelieu & Ont Nav. Co. Building.  
Quebec, 13th December, 1905. 4242

District of Québec.

*In re* Georges Bergeron, grocer, Québec, Insolvent.

A second and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 3rd January, 1906, and after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,  
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
Quebec, 13th December, 1905. 4240

District of Québec.

*Re* Aurèle Resther, Québec, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 2nd January, 1906, and after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,  
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
Quebec, 13th December, 1905. 4238

Province of Québec, }  
District of Arthabaska. } *Superior Court.*  
In the matter of Henry R. Thompson, Kingsy, Insolvent.

Notice is hereby given that on 11th December, 1905, by an order of the court, the undersigned was appointed curator to the property of the said insolvent, abandoned by him for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

JOHN McD. HAINS,  
Curator.

Fraser Buildings, 43, Saint Sacrament street,  
Montreal.  
Montreal, 13rd December, 1905. 4236

*In re* A. E. Lachance, " Dame Adèle Guérard," of Sherbrooke, Que., Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until the 2nd day of January, 1906, after which date dividendes will be payable at my office.

J. P. ROYER,  
Curator.

Office of J. P. Royer,  
No. 87, Wellington street.  
Sherbrooke, Que., 13th December, 1905. 4262

Licitations

Province of Québec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 2381.

LICITATION.

Notice is hereby given that, under and by virtue of a judgment of the superior court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the 28th day of November, 1905, in a cause bearing the number 2381, of the records of said court, wherein Frederick Bydwell, of the city and district of Montreal, clerk, is Plaintiff; and Dame Emily Firth, widow

veuve de feu William Bydwell, en son vivant des cité et district de Montréal, employé de chemin de fer, en sa qualité de tutrice à William Fraser Bydwell et Ethel Mildred Bydwell, enfants mineurs du dit feu William Bydwell; Sarah Jane Bydwell, épouse commune en biens de Walter Reeves, commis, et le dit Walter Reeves afin d'autoriser et assister sa dite épouse, tous des cité et district de Montréal; et Humphrey Bydwell, de la cité de Toronto, dans la province d'Ontario, sont Défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles décrits comme suit, à savoir :

Un emplacement faisant front sur la rue Dufresne, dans le quartier Sainte-Marie, dans la cité de Montréal, contenant quarante-huit pieds de largeur sur une profondeur de quatre-vingt-quatre pieds, mesure anglaise, plus ou moins; le dit emplacement étant connu et désigné comme lot numéro quatorze cent trente-cinq (1435), des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Sainte-Marie—avec les bâtisses portant les numéros civiques 92 et 94, rue Dufresne, sus-érigés.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, cour tenante, dans la cour supérieure, chambre No 31, dans le palais de justice, dans la cité de Montréal, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi, le QUINZIEME jour de JANVIER prochain (1906); sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et toute opposition à la vente devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit, pour la vente et adjudication; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après la dite adjudication, et à défaut elles seront forcloses du droit de la faire.

R. T. MULLIN,

Procureur du demandeur.

Montréal, 12 décembre 1905. 4231  
[Première publication, 16 décembre 1905.]

Avis est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant dans la cité de Salaberry de Valleyfield, dans le district de Beauharnois, le seizième jour de novembre 1905, dans une cause où Dame Elizabeth Latham, du village de Hemmingford, dans le comté de Huntingdon, dans le district de Beauharnois, épouse commune en biens de James McCause, du même lieu, forgeron, et par son dit mari dûment autorisée aux fins des présentes, et le dit James McCause tant personnellement que dans le but d'autoriser sa dite épouse à l'effet des présentes, sont Demandeurs; et Dame Harriet Latham, de Norwood Grove, dans la province de Manitoba, épouse commune en biens de Robert Orr, du même lieu, menuisier, et par son dit mari dûment autorisée à l'effet des présentes, et le dit Robert Orr tant personnellement que dans le but d'autoriser sa dite épouse à l'effet des présentes; Dame Jennie Latham, du canton de Hemmingford, dans le comté de Huntingdon, dans le district de Beauharnois, épouse commune en biens de William N. McNaughton, du même lieu, cultivateur, et par son dit mari dûment autorisée à l'effet des présentes et le dit William N. McNaughton, tant personnellement que dans le but d'autoriser sa dite épouse à l'effet des présentes, sont Défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles situés dans le dit village de Hemmingford et décrits comme suit, savoir :

1° Lot No 29, sur le plan et livre de renvoi officiels du village de Hemmingford, contenant dix ares, une vergée et vingt perches et trois dixièmes, sauf et excepté cette partie vendue au demandeur, James McCause, par acte de vente de feu Joseph Latham, passé devant Mtre J. A. V. Amirault, notaire, et daté le 13e jour de juin 1893, dont la description est dans le dit acte de vente, comme suit : la partie nord-est d'un certain lot de village sis et situé dans le dit village de Hemmingford, connu et

of the late William Bydwell, in his lifetime of the city and district of Montreal, railroad employee, in her quality of tutrix to William Fraser Bydwell and Ethel Mildred Bydwell, the minor children of the said late William Bydwell; Sarah Jane Bydwell, wife common as to property of Walter Reeves, clerk, and the said Walter Reeves to authorize and assist his said wife, all of the city and district of Montreal; and Humphrey Bydwell, of the city of Toronto, in the province of Ontario, are Defendants, ordering the licitation of certain immoveables described as follows, to wit :

An emplacement fronting on Dufresne street, in the Saint Mary's ward, in the city of Montreal, containing forty eight feet in width by a depth of eighty four feet, english measure, and more or less; the said emplacement being known and distinguished as lot number fourteen hundred add thirty five (1435), on the official plan and book of reference of the said Saint Mary's ward—with the buildings bearing the civic numbers 92 and 94, Dufresne street, thereon erected.

The property above described will be put up to auction and adjudged and sold to the last and highest bidder, at the sitting of the superior court, in room No 31, in the court house, in the city of Montreal, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, on the FIFTEENTH day of JANUARY next (1906); subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that all oppositions to the sale must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that all oppositions for payment must be filed within six days from the adjudication on pain of being foreclosed.

R. T. MULLIN,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 12th December, 1905. 4232  
[First published, 16th December, 1905.]

Notice is hereby given that, under and by virtue of a judgment of the superior court, sitting at the city of Salaberry de Valleyfield, in the district of Beauharnois, on the sixteenth day of November, 1905, in a cause in which Dame Elizabeth Latham, of the village of Hemmingford, in the county of Huntingdon, in the district of Beauharnois, wife common as to property of James McCause, of the same place, blacksmith, and by her said husband duly authorized for the purposes thereof, and the said James McCause as well personally as for the purpose of authorizing his said wife therein, are Plaintiffs; and Dame Harriet Latham, of Norwood Grove, in the province of Manitoba, wife common as to property of Robert Orr, of the same place, carpenter, and by her said husband duly authorized for the purposes thereof, and the said Robert Orr as well personally as for the purpose of authorizing his said wife therein; Dame Jennie Latham, of the township of Hemmingford, in the county of Huntingdon, in the district of Beauharnois, wife common as to property of William N. McNaughton, of the same place, farmer, and by her said husband duly authorized for the purposes thereof, and the said William N. McNaughton as well personally as for the purpose of authorizing his said wife therein, are Defendants, ordering the licitation of certain immoveables situated in the said village of Hemmingford and described as follows, to wit :

1. Lot No. 29, on the official plan and book of reference for the village of Hemmingford, containing ten acres, one rood and twenty three tenths perches, save and except that part which had been sold to the plaintiff, James McCause, by deed of sale from the late Joseph Latham, passed before Mtre J. A. V. Amirault, notary, and bearing date the 13th of June, 1893, the description whereof is in said deed of sale, as follows : the north east portion of a certain village lot lying and situate in the

désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit village comme lot numéro vingt-neuf (29); le said lot de terre vendu étant borné à l'est par le lot numéro trente, occupé par Samuel Slavin, au nord par le lot de la Congrégation Catholique Romaine, et à l'ouest et au sud par le vendeur, contenant dix-sept mille et vingt-quatre pieds et demi en superficie, mesure anglaise, mesurant sur la ligne est deux cent vingt-deux pieds, sur la ligne nord quatre-vingt-onze pieds, sur la ligne ouest deux cent neuf pieds, et sur la ligne sud soixante et sept pieds.

2° Lot No 30 B, des plan et livre de renvoi officiels du village de Hemmingford, décrit comme suit, à savoir : de forme irrégulière, borné vers le nord par le No 30 A, vers le sud par le No 40, vers l'est par les Nos 38 et 38a, et vers l'ouest par le No 29, formant une vergée et une perche en superficie (0, 1, 01).

3° Lot No 40, des plan et livre de renvoi officiels du dit village de Hemmingford, décrit comme suit, à savoir : de forme irrégulière, borné au nord par le No 30 B et No 38 A, à l'est par le No 38 A et No 29, au sud par le chemin public et le No 31, et à l'ouest par le No 41 et No 29, et contenant deux vergées et neuf perches et cinq dixièmes en superficie (0, 2, 09, 5), et

4° Lot No 42, des plan et livre de renvoi officiels du village de Hemmingford, décrit comme suit, à savoir : borné au nord par le No 29, à l'est par le No 41, au sud par le chemin public, et à l'ouest par le No 43, ayant deux cent cinquante-huit pieds de front sur cent quatre-vingt-dix-sept pieds de moyenne profondeur, et contenant un acre, vingt-six perches et six dixièmes en superficie (1, 0, 26, 6).

Les lots ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-HUITIEME jour de DECEMBRE 1905, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice, dans la dite cité de Salaberry de Valleyfield, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi ; sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication ; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

MCCORMICK & LEBOURVEAU,

Procureurs des demandeurs.

Salaberry de Valleyfield, 18 novembre 1905.

3883.2

[Première publication, 25 novembre 1905.]

## Ventes par le Shérif—Arthabaska

**A**VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } P. CREPEAU,  
No 21. } L. écuier, avocat, Demandeur ; vs CHARLES MARTIN ET AL, Défendeurs.

Un emplacement faisant partie d'un terrain connu et désigné au cadastre officiel de la continuation du onzième rang de Maddington, sous le numéro douze B (p. 12 B), contenant une superficie de sept mille

said village of Hemmingford, known and designated on the official plan and book of reference for the said village as lot number twenty nine (29); bounded the said therein sold parcel of land to the east by lot number thirty, occupied by Samuel Slavin, to the north by the Roman Catholic Congregation lot, and to the west and south by the vendor, containing seventeen thousand and twenty four feet and one half of a foot in superficies, english measure, measuring on the eastern line two hundred and twenty two feet, on the northern line ninety one feet, on the western line two hundred and nine feet, and on the southern line sixty seven feet.

2. Lot No. 30 B, on the official plan and book of reference for the village of Hemmingford, described as follows, to wit : of irregular figure, bounded towards the north by No. 30 A, towards the south by No. 40, towards the east by Nos. 38 and 38a, and towards the west by No. 29, forming one rood and one perch in superficies (0, 1, 01.)

3. Lot No. 40, on the official plan and book of reference for the said village of Hemmingford, described as follows, to wit : of irregular figure, bounded on the north by No. 30 B and No. 38 A, on the east by No. 38 A and No. 29, on the south by the highway and No. 31, and on the west by No. 41 and No. 29, and containing two roods nine and five tenths perches in superficies (0, 2, 09, 5), and

4. Lot No. 42, on the official plan and book of reference for the village of Hemmingford, described as follows, to wit : bounded on the north by No. 29, on the east by No. 41, on the south by the highway, and on the west by No. 43, having two hundred and fifty eight feet in front by one hundred and ninety seven feet in mean depth, and containing one acre, twenty six and six tenths perches in superficies (1, 0, 26, 6).

The property above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the TWENTY EIGHTH day of DECEMBER, 1905, sitting the court, in the court room of the court house, in the said city of Salaberry de Valleyfield, at HALF PAST TEN of the clock in the forenoon ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court ; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

MCCORMICK & LEBOURVEAU,

Attorneys for plaintiffs.

Salaberry de Valleyfield, 18th November, 1905.

3884

[First published, 25th November, 1905.]

## Sheriff's Sales—Arthabaska

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } P. CREPEAU, esquire,  
No 21. } L. advocate, Plaintiff ; vs CHARLES MARTIN ET AL, Defendants.

An emplacement forming part of a piece of land known and described on the official cadastre of the continuation of the eleventh range of Maddington, under number twelve B (p. 12 B), containing seven

huit cent pieds, prenant en front à la route, en arrière à Dame veuve Gagnon, d'un côté au chemin de front, et de l'autre côté au chemin de fer Intercolonial—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Anne du Sault, le DIX-SEPTIEME jour de JANVIER 1906, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Arthabaska, 13 décembre 1905. 4201  
[Première publication, 16 décembre 1905.]

### Ventes par le Shérif—Beauce

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } **O** DILON ROBERGE, De-  
No 1201. } mandeur ; contre DAME  
VIRGINIE COUTURE, Défenderesse.

Un emplacement situé en le village de la paroisse de Sainte-Marie de la Beauce, sur la rue Perreault, de la contenance irrégulière de douze mille cent cinquante pieds en superficie, plus ou moins, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Sainte-Marie de la Beauce, sous le numéro cinq cent vingt-huit (No 528)—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Sous la réserve mentionnée en un acte fait et passé le vingt-cinq octobre mil neuf cent cinq, devant Mre G. S. Théberge, notaire, entre la défenderesse et les demoiselles Anna Morency et Célair Morency, étant un bail pour cinq ans à compter du premier mai prochain (1906), en faveur des demoiselles Morency.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marie de la Beauce, le SEIZIEME jour de JANVIER prochain (1906), à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER

Bureau du Shérif, Shérif.  
Village Saint-Joseph, Beauce, 9 décembre 1905. 4203  
[Première publication, 16 décembre 1905.]

### Ventes par le Shérif—Beauharnois

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauharnois.

Province de Québec, } **C** HARLES HOULE,  
District de Beauharnois, } Demandeur ; vs.  
No 1170. } STANISLAS D'A-  
MOUR ES QUALITÉ ET AL, Défendeurs.

Comme appartenant aux défendeurs dans les proportions suivantes :

La moitié indivise à William McGill, es-qualité ; un dixième indivis à Léonide, Eusèbe, Euchariste, Joséphine, Thérien et Stanislas D'Amour, es-qualité, tuteur à Hercules Thérien, enfant mineur :

1° Un lot de terre sis et situé dans la paroisse de Saint-Antoine Abbé, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la partie est de Saint-

thousand eight hundred feet in superficies ; bounded in front by the route, in the rear to Mrs. widow Gagnon, on one side by the front road, and on the other side to the Intercolonial Railway—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Sainte Anne du Sault, on the SEVENTEENTH day of JANUARY, 1906, at TEN o'clock in the morning.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Arthabaska, 13th December, 1905. 4202  
[First published, 16th December, 1905.]

### Sheriff's Sales—Beauce

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—District of Beauce.

Beauce, to wit : } **O** DILON ROBERGE, Plain-  
No. 1201. } tiff ; against DAME VIR-  
GINIE COUTURE, Defendant.

A lot situate in the village of the parish of Sainte Marie de la Beauce, on Perreault street, containing an irregular area of twelve thousand one hundred and fifty feet, more or less, known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre for the parish of Sainte Marie de la Beauce, as number five hundred and twenty eight (No 528)—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Under the reservation mentioned in a deed made and passed on the twenty fifth of October, one thousand nine hundred and five, before Mre G. S. Théberge, notary, between the defendant and the Misses Anna Morency and Celair Morency, being lease for five years from the first May next (1906), in favor of the Misses Morency.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Marie de la Beauce, on the SIXTEENTH day of JANUARY next (1906), at ELEVEN of the clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Village of Saint Joseph, Beauce, 9th December, 1905. 4204  
[First published, 16th December, 1905.]

### Sheriff's Sales—Beauharnois

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauharnois.

Province of Québec, } **C** HARLES HOULE,  
District of Beauharnois, } Plaintiff ; vs. STA-  
No 1170. } NISLAS D'AMOUR ES-  
QUALITÉ ET AL, Defendants.

As belonging to the defendants in the following proportions :

The undivided half to William McGill, es-qualité ; one undivided tenth to Leonide, Eusèbe, Euchariste, Josephine, Thérien and Stanislas D'Amour, es-qualité, tutor to Hercules Thérien, a minor child :

1. A lot of land situate and being in the parish of Saint Antoine Abbé, known and described on the official plan and book of reference of the east

Antoine Abbé, sous le numéro dix-sept (17)—avec les bâtisses.

2° Un autre lot de terre situé dans la paroisse de Saint-Antoine Abbé, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la partie est de la paroisse de Saint-Antoine Abbé, sous le numéro trente (30)—avec les bâtisses sus-érigées. Superficie environ cinquante arpents.

3° Un morceau de terre d'environ dix arpents en superficie; un demi arpent de largeur sur environ vingt arpents de longueur, étant la septième partie-ouest de l'immeuble connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels, de la partie est de la paroisse de Saint-Antoine Abbé, sous le numéro vingt-neuf (29); borné comme suit: en front par le premier et le second rang de Russelltown, à l'est par le résidu du dit numéro vingt-neuf (29), en arrière par le chemin du neuvième rang de Jamestown, et à l'ouest par le numéro trente (30).

4° Un emplacement situé au village de Saint-Antoine Abbé, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du township de Franklin, dans le comté de Huntingdon, sous le numéro vingt-cinq (25-1), du premier rang de Russelltown—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Antoine Abbé, le DIX-SEPTIEME jour de JANVIER mil neuf cent six (1906), à MIDI.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du shérif, Shérif.  
Salaberry de Valleyfield, 13 décembre 1905. 4205

[Première publication, 16 décembre 1905.]

### Ventes par le Sherif—Chicoutimi

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir: } **D** AMASE BOUCHARD, No 1392. } cultivateur, du canton Otis, Demandeur; contre ERNEST BOUCHARD et CHARLES LABERGE, tous deux du même lieu, Défendeurs, et Alain & Lapointe, avocats, de Chicoutimi, procureurs distrayants.

Toutes les impenses et améliorations, bâtisses, dépendances, clôtures et améliorations quelconques que le demandeur possède et peut avoir faites sur le lot numéro vingt-neuf, du cinquième rang du canton Otis, ainsi que tous les droits et prétentions, possessions, défrichements et améliorations quelconques, droit d'occupation et de squatter, que le demandeur a et possède et prétend avoir, détenir et posséder sur le dit lot.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Chicoutimi, en la ville de Chicoutimi, le DIX-HUITIEME jour du mois de JANVIER prochain 1906, à ONZE heures de l'avant-midi.

O. BOSSÉ,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Chicoutimi, 9 décembre 1905. 4221

[Première publication, 16 décembre 1905.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du Magistrat, siégeant à Notre-Dame du Lac Saint-Jean—District de Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir: } **L** ADISLAS E. OTIS, No 4015. } marchand, de la ville de Roberval, Demandeur; contre OLEOPHAS GRENIER, cultivateur, de Saint-Prime, comté du Lac Saint-Jean, Défendeur.

Un terrain étant le numéro vingt-deux, du sixième rang, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Ashuapmouchouan, contenant

part of Saint Antoine Abbé, as number seventeen (17)—with buildings.

2. Another lot of land situate in the parish of Saint Antoine Abbé, known and described on the official plan and book of reference of the east part of the parish of Saint Antoine Abbé, as number thirty (30)—with buildings thereon erected. Area about fifty arpents.

3. A piece of land of about ten arpents in area; one half arpent in width by about twenty arpents in length, being the seventh west part of the lot known and described on the official plan and book of reference of the east part of the parish of Saint Antoine Abbé, as number twenty nine (29); bounded as follows: in front by the first and second ranges of Russelltown, on the east by the residue of the said number twenty nine (29), in rear by the road of the ninth range of Jamestown, and on the west by number thirty (30).

4. A lot situate in the village of Saint Antoine Abbé, known and described on the official plan and book of reference of the township of Franklin, in the county of Huntingdon, as number twenty five-one (25-1), of the first range of Russelltown—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Antoine Abbé, on the SEVENTEENTH day of JANUARY next (1906), at NOON.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's office, Shérif.  
Salaberry de Valleyfield, 13th December, 1905. 4206

[First published, 16th December, 1905.]

### Sheriff's Sales—Chicoutimi

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

#### FIERI FACIAS.

Superior Court.—Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit: } **D** AMASE BOUCHARD, No. 1392. } farmer, of the township Otis, Plaintiff; against ERNEST BOUCHARD and CHARLES LABERGE, both of the same place, Defendants, and Alain & Lapointe, advocates, of Chicoutimi, attorneys distracting.

All the expenses and improvements, buildings, dependencies, fences and improvements whatsoever which the plaintiff owns or may have made on lot number twenty nine, of the fifth range of the township Otis, as well as all the rights and claims, possessions, clearances and improvements whatever, right of occupation and squatter's rights, which the plaintiff has and possesses and claims to have, to hold and possess on the said lot.

To be sold in the registry office of the county of Chicoutimi, in the town of Chicoutimi, on the EIGHTEENTH day of the month of JANUARY next, 1906, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

O. BOSSE,

Sheriff's office, Shérif.  
Chicoutimi, 9th December, 1905. 4222

[First published, 16th December, 1905.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS

Magistrate's Court, sitting at Notre Dame du Lac Saint-Jean—District of Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit: } **L** ADISLAS E. OTIS, No. 4015. } merchant, of the town of Roberval, Plaintiff; against OLEOPHAS GRENIER, farmer, of Saint Prime, county of Lake Saint John, Defendant.

A lot of land being number twenty two, of the sixth range, on the official plan and book of reference of the cadastre of the township of

cent acres, plus ou moins—avec maison et grange dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Prime, comté du Lac Saint-Jean, le VINGT-SIXIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

THOMAS BOSSE,  
Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Chicoutimi, 21 novembre 1905. 3929.2  
[Première publication, 25 novembre 1905.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour de Circuit.—Chicoutimi.*

Chicoutimi, à savoir : } **E. JOSEPH PARADIS,**  
No. 7975. } **E. JOSEPH PARADIS,** }  
manufacturier, de }  
Beauport, province de Québec, Demandeur ; vs. }  
**ARMAND DÉGAGNÉ,** de la ville de Chicoutimi, }  
Défendeur. }

Un emplacement situé dans le quartier ouest de la ville de Chicoutimi, de superficie inconnue, comprenant les numéros dix-neuf, vingt et vingt et un, de la subdivision officielle du numéro huit cent quatre-vingt-dix, du cadastre de la ville de Chicoutimi—avec ensemble les bâtisses dessus construites et dépendances.

Pour être vendu au bureau du shérif soussigné, au palais de justice, en la ville de Chicoutimi, le VINGT-SIXIEME jour du mois de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

O. BOSSE,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Chicoutimi, 18 novembre 1905. 3927.2  
[Première publication, 25 novembre 1905.]

**Ventes par le Shérif—Montréal**

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour de Circuit—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **H. EGESIPPE DES MA-**  
No. 2706. } **RAIS,** gentilhomme,  
du village de Marieville, district de Saint-Hyacinthe, Demandeur ; contre les terres et tenements de **THEOPHILE AUCLAIR,** de la ville de Longueuil, district de Montréal, Défendeur.

Un emplacement sis et situé en la ville de Longueuil, du côté sud-ouest du chemin de Chambly, contenant soixante-huit pieds de front par cent vingt-trois pieds de profondeur, le tout mesure française, et plus ou moins, le plus ou le moins devant tourner au profit ou à la perte de l'acquéreur, et étant le lot connu sous le numéro trois cent quatorze, sur le plan et au livre de renvoi officiels du village de Longueuil, dans le comté de Chambly ; borné en front par la rue ou chemin de Chambly, en profondeur par le lot numéro officiel trois cent treize, d'un côté par la rue Saint-Laurent, et de l'autre côté par le lot numéro officiel trois cent quinze—avec une maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Longueuil, le DIX-HUITIEME jour de JANVIER prochain (1906), à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Montréal, 13 décembre 1905. 4289  
[Première publication, 16 décembre 1905.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **DAME EULODIE ME-**  
No. 2789. } **LOCHE,** de Valoisville,  
district de Montréal, veuve de Théogène Denis, en

Ashuapmouchouan, containing one hundred acres, more or less—with a house and barn thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Prime, county of Lake Saint John, on the TWENTY SIXTH day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

THOMAS BOSSE,  
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Chicoutimi, 21st November, 1905. 3930  
[First published, 25th November, 1905.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court.—Chicoutimi.*

Chicoutimi, to wit : } **E. JOSEPH PARADIS,**  
No. 7975. } **E. JOSEPH PARADIS,** }  
manufacturer, of Beau- }  
port, province of Quebec, Plaintiff ; vs. **ARMAND }  
DÉGAGNÉ,** of the town of Chicoutimi, Defendant. }

A lot of land situate in the west ward of the town of Chicoutimi, of unknown area, comprising the numbers nineteen, twenty and twenty one, of the official subdivision of number eight hundred and ninety, of the cadastre of the town of Chicoutimi—together with the buildings thereon erected and dependencies.

To be sold at the office of the undersigned sheriff, in the court house, in the town of Chicoutimi, on the TWENTY SIXTH day of the month of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

O. BOSSE,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Chicoutimi, 18th November, 1905. 3928  
[First published, 25th November, 1905.]

**Sheriff's Sales—Montreal**

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **H. EGESIPPE DES MARAIS,**  
No. 2706. } **H. EGESIPPE DES MARAIS,** }  
gentleman, of the village of }  
Marieville, district of Saint Hyacinth, Plaintiff ; }  
against the lands and tenements of **THEOPHILE }  
AUCLAIR,** of the town of Longueuil, district of }  
Montreal, Defendant. }

An emplacement situate and being in the town of Longueuil, on the south west side of the Chambly road, containing sixty eight feet in front by one hundred and twenty three feet in depth, the whole french measure, and more or less, the excess or deficiency to be to the gain or loss of the purchaser, and being the lot known as number three hundred and fourteen, of the official plan and book of reference of the village of Longueuil, in the county of Chambly ; bounded in front by the Chambly street or road, in depth by official lot number three hundred and thirteen, on one side by Saint Lawrence street, and on the other side by the official lot number three hundred and fifteen—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Longueuil, on the EIGHTEENTH day of JANUARY next (1906), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, 13th December, 1905. 4290  
[First published, 16th December, 1905.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **DAME EULODIE MELO-**  
No. 2789. } **CHE,** of Valoisville, dis- }  
trict of Montreal, widow of Théogène Denis, in his

son vivant *foreman*, du même endroit, Demanderesse ; contre les terres et tenements de JOSEPH LAROSE, de la paroisse de Saint-Laurent, district de Montréal, Défendeur.

Un lot de terre sis et situé dans la paroisse de Saint-Laurent, Côte de Liesse, côté sud, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Laurent, sous le numéro cinq cent soixante et huit (568), contenant un arpent et cinq perches de largeur sur vingt-quatre arpents et six perches de profondeur dans une ligne, quarante-quatre arpents et cinq perches dans l'autre, formant trente-six arpents, quatre-vingt-deux perches et cent soixante-deux pieds en superficie, mesure anglaise, plus ou moins ; borné en front par le chemin public de la dite Côte, en profondeur par la ligne limitative sud-est de la dite paroisse de Saint-Laurent, d'un côté par le numéro cinq cent soixante-sept, et de l'autre côté par le numéro cinq cent soixante-neuf—avec une maison, une grange et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de DECEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Montréal, 22 novembre 1905. [Première publication, 25 novembre 1905.]

Shérif. 3915.2

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour de Circuit—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } JOSEPH FERDINAND No 14786. } GRAVEL, agent, de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de THOMAS GRAVEL, de la paroisse de Sainte-Dorothée, dans le district de Montréal, Défendeur.

Une maison en bois avec appentis, construits sur un lopin de terre sis et situé dans la paroisse de Sainte-Dorothée, district de Montréal, de la contenance d'un arpent et demi de largeur sur trois arpents de profondeur, connu et désigné sous le numéro soixante et onze (71), aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Dorothée ; borné en front par le chemin public. (La susdite maison avec appentis devant seuls être vendus.)

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Dorothée, le VINGT-HUITIEME jour de DECEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Montréal, 22 novembre 1905. [Première publication, 25 novembre 1905.]

Shérif. 3917-2

**Ventes par le Sherif—Richelieu**

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux espécifiés tel que mentionnés plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Sorel, à savoir : } HUBERT LAMARRE, comptable, de la cité et du district de Montréal, en sa qualité de curateur d'un nommé à Marie Blanche Lemire, fille mineure émancipée, de la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, faillie, Demandeur ; contre M A R I E B L A N C H E L E M I R E, fille mineure émancipée, de la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, dans le district de Richelieu, faisant affaires en ce dernier lieu, comme marchande générale, sous la raison sociale de " M. Lemire & Cie ", et J. O. LEMIRE, du même lieu. Défendeurs.

lifetime *foreman*, of the same place, Plaintiff ; against the lands and tenements of JOSEPH LAROSE, of the parish of Saint Laurent, district of Montreal, Defendant.

A lot of land situate and being in the parish of Saint Laurent, Côte de Liesse, south side, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Laurent, under the number five hundred and sixty eight (568), containing one arpent and five perches in width by twenty four arpents and six perches in depth in one line, forty four arpents and five perches on the other, forming thirty six arpents, eighty two perches and one hundred and sixty two feet in superficies, english measure, more or less ; bounded in front by the public highway of the said Côte, in rear by the south eastern boundary line of the said parish of Saint Laurent, on one side by lot number five hundred and sixty seven, and on the other side by lot number five hundred and sixty nine—with a house, barn and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY EIGHTH day of DECEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Montreal, 22nd November, 1905. [First published, 25th November, 1905.]

Sherif. 3916

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } JOSEPH FERDINAND No. 14786. } GRAVEL, agent, of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of THOMAS GRAVEL, of the parish of Sainte-Dorothée, in the district of Montreal, Defendant.

A wooden house with a lean-to, built on a lot of land situate and being in the parish of Sainte-Dorothée, district of Montreal, containing one arpent and a half in width by three arpents in depth, known and designated under the number seventy one (71), on the official plan and book of reference of the said parish of Sainte-Dorothée ; bounded in front by the public road. (The said house and lean-to alone to be sold.)

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte-Dorothée, on the TWENTY EIGHTH day of DECEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's office, Montreal, 22nd November, 1905. [First published, 25th November, 1905.]

Sherif. 3918

**Sheriff's Sales—Richelieu**

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**  
*Superior Court.—District of Montreal.*

Sorel, to wit : } HUBERT LAMARRE, accountant, of the city and district of Montreal, in his capacity of curator duly appointed to Marie Blanche Lemire, an emancipated minor, of the parish of Saint-Guillaume d'Upton, insolvent, Plaintiff ; against M A R I E B L A N C H E L E M I R E, an emancipated minor, of the parish of Saint-Guillaume d'Upton, in the district of Richelieu, carrying on business at the latter place, as a general merchant, under the name and firm of " M. Lemire & Co. ", and J. O. LEMIRE, of the same place, Defendants.

Comme appartenant à J. O. Lemire, l'un des dits défendeurs :

Un morceau de terre situé en le village de Saint-Guillaume d'Upton, dans la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, sur le rang de l'Eglise, étant partie du lot numéro six cent soixante et huit (No 668), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, de la contenance de soixante et treize pieds de front sur cent cinquante pieds de profondeur, le tout plus ou moins ; tenant devant au chemin de front du dit rang, en arrière et du côté sud-ouest à Joseph Courchesne ou représentants, et du côté nord-est à Deus Girard—avec les bâtisses dessus érigées. A la charge exclusive par l'acquéreur du dit morceau de terre, d'entretenir les fossés en arrière et du côté nord-est du dit morceau de terre.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, le VINGT-SEPTIEME jour du mois de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sorel, 23 novembre 1905. 3913.2  
[Première publication, 25 novembre 1905.]

### Ventes par le Shérif—Saguenay

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de Circuit.—District de Saguenay.*

No 545. } JOSEPH MORIN, du village de la Baie Saint-Paul, marchand, Demandeur ; contre BERNARD VANDAL, de Saint-Hilarion, Défendeur.

Une terre étant la partie sud-ouest du numéro six B (6 B), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de Saint-Hilarion, dans le troisième rang, mesurant en front trois arpents sur vingt-six arpents de profondeur, entre les terrains de Cléopie et Marcel Tremblay du côté nord-est, et celui de Félix Desgagné du côté sud-ouest—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église de Saint-Hilarion, le VINGT-SEPTIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

ELIE MALTAIS,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Malbaie, 20 novembre 1905. 3901.2  
[Première publication, 25 novembre 1905.]

### Ventes par le Shérif—St-François

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Saint-François.*

Saint-François, à savoir : } HORACE M. HOVEY, No 81. } Plaintiff ; contre CHARLES E. WOODARD, Défendeur.

Trois morceaux ou lots de terre sis et situés dans le canton de Stanstead, dans le comté de Stanstead, connus et désignés comme suit :

1° La moitié indivise du lot numéro deux cent cinquante (250), dans le quatrième rang, sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Stanstead.

As belonging to J. O. Lemire, one of the said defendants :

A lot of land situate in the village of Saint-Guillaume d'Upton, in the parish of Saint-Guillaume d'Upton, in the Church range, being part of lot number six hundred and sixty eight (No 668), of the official cadastre of the parish of Saint-Guillaume d'Upton, containing seventy three feet in front by one hundred and fifty feet in depth, the whole more or less ; bounded in front by the front road of the said range, in rear and on the south west side by Joseph Courchesne or his representatives, and on the north east side by Deus Girard—with the buildings thereon erected. Subject to the exclusive charge upon the purchaser to maintain the ditches in rear and on the north east side of the said piece of land.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Guillaume d'Upton, on the TWENTY SEVENTH day of the month of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Sorel, 23rd November, 1905. 3914  
[First published, 25th November, 1905.]

### Sheriff's Sales—Saguenay

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court.—District of Saguenay.*

No. 545. } JOSEPH MORIN, of the village of Baie Saint Paul, merchant, Plaintiff ; against BERNARD VANDAL, of Saint Hilarion, Defendant.

A land being the south west part of number six B (6 B), of the official plan and book of reference of the cadastre of Saint Hilarion, in the third range, measuring in front three arpents by twenty six arpents in depth, between the lands of Cléopie and Marcel Tremblay on the north east side, and that of Félix Desgagné on the south west side—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of Saint-Hilarion, on the TWENTY SEVENTH day of DECEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

ELIE MALTAIS,

Sheriffs' Office, Sheriff.  
Malbaie, 20th November, 1905. 3902  
[First published, 25th November, 1905.]

### Sheriff's Sales—St. Francis

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Saint Francis.*

Saint Francis, to wit : } HORACE M. HOVEY, No. 81. } Plaintiff ; against CHARLES E. WOODARD, Defendant.

Three pieces or lots of land situate and being in the township of Stanstead, in the county of Stanstead, known and designated as follows :

1. The undivided half of the lot number two hundred and fifty (250), in the fourth range, on the official cadastral plan and book of reference for the said township of Stanstead.

2° La moitié est du lot numéro deux cent quarante-sept (247), dans le dit quatrième rang, sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton ; borné au nord par le lot No 248, sur le dit p'an, appartenant à Charles E. Woodard, à l'ouest par la terre de Rufus L. Ayer, à l'est par la ligne du rang entre le quatrième et cinquième rangs du dit canton, et au sud par les lots Nos 245 et 246, sur le dit plan, appartenant respectivement à Richard Gartine et Homer T. Renick.

3° Lot numéro deux cent quarante-huit (248), dans le quatrième rang, sur le dit plan du cadastre officiel et au livre de renvoi pour le dit canton de Stanstead—avec les bâties érigées sur les dits morceaux de terre et améliorations faites.

Les dits trois morceaux de terre pour être vendus en un seul lot comme une seule propriété, par ordre de la cour supérieure.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse du Sacré Cœur de Jésus, dans le village de Stanstead Plain, le TRENTIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sherbrooke, 22 novembre 1905. 3921.2  
[Première publication, 25 novembre 1905.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure—District d'Arthabaska.*

Saint-François, à savoir : } DAME MARIE  
No 258. } LOUISE Mc-  
ARTHUR ET AL, Demandeurs ; contre EDMOND  
CHAREST, Défendeur.

Un emplacement contenant quatre-vingt-cinq pieds de front sur cent douze pieds de profondeur, faisant partie du lot de terre connu et désigné sur le plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le premier rang du canton de Ham, sous le numéro vingt et un a (21 a) ; borné en front au chemin public, au nord-ouest aux commissaires d'écoles, au sud-ouest à Provencher & Frères, et au sud-est à Pierre Fortier—avec une maison, une boulangerie, boucherie et autres bâties dessus construites, avec tout l'agrès, ustensiles, et aussi servant à l'exploitation de la boulangerie.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de Lourdes de Ham Nord, le VINGT-HUITIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sherbrooke, 22 novembre 1905. 3925.2  
[Première publication, 25 novembre 1905.]

**Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe**

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES et HÉRITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Cour Supérieure.*

Canada, } J. W. RYDER,  
Province de Québec, } Demandeur ; vs  
District de Saint-Hyacinthe. } DEMOISELLE J. E.  
No 161. } DRUMMOND, Dé-  
fenderesse, et Louis Lussier *et al*, procureurs dis-  
trayants.

1° Une terre située dans la paroisse de Saint-Michel de Rougemont, dans le district de Saint-Hyacinthe, connue et désignée comme étant le lot numéro six cent soixante et onze (671), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Césaire, dit district.

2° Un autre immeuble situé dans la paroisse de Saint-Michel de Rougemont, sur le côté ouest du rang Cordelia, connu et désigné comme étant le lot

2. The east half of the lot number two hundred and forty-seven (247), in the said fourth range, on the official cadastral plan and book of reference for the said township ; bounded on the north by lot No. 248, on said plan, owned by Charles E. Woodard, on the west by land owned by Rufus L. Ayer, on the east by the range line between the fourth and fifth ranges of the said township, and on the south by lots Nos 245 and 246, on said plan, owned respectively by Richard Gartine and Homer T. Renick.

3. The lot number two hundred and forty eight (248), in the fourth range, on the said official cadastral plan and book of reference for the said township of Stanstead—with the buildings and improvements on the said pieces or lots of land.

The said three pieces of land to be sold *en bloc* as one property, by order of the superior court.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sacré Cœur de Jésus, at the village of Stanstead Plain, on the THIRTIETH day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's Office, Shérif.  
Sherbrooke, 22nd November, 1905. 3922  
[First published, 25th November, 1905.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court—District of Arthabaska.*

Saint Francis, to wit : } DAME MARIE LOUISE  
No. 258. } MCGARTHUR ET AL,  
Plaintiffs ; against EDMOND CHAREST, De-  
fendant.

A lot of land containing eighty five feet in front by one hundred and twelve feet in depth, forming part of the lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre for the first range of the township of Ham, under the number twenty one a (21 a) ; bounded in front by the public highway, on the north west by the school commissioners, on the south west by Provencher & Frère, and on the south east by Pierre Fortier—with a house, bakery, butcher's shop and other buildings thereon erected, with all the appliances, implements and other things used in the bakery.

To be sold at the church door of the parish of Notre Dame de Lourdes de Ham Nord, on the TWENTY EIGHTH day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's Office, Shérif.  
Sherbrooke, 22nd November, 1905. 3926  
[First published, 25th November, 1905.]

**Sheriff's Sales—St. Hyacinth**

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS and TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Superior Court.*

Canada, } J. W. RYDER,  
Province of Québec, } Plaintiff ; vs  
District of Saint Hyacinth. } MRS J. E. DRUM-  
No. 161. } MOND, Defendant,  
and Louis Lussier *et al*, Distrayants.

1. A piece of land situated in the parish of Saint Michel de Rougemont, in the district of Saint Hyacinth, known and designated as being the lot number six hundred and seventy one (671), of the official plan and book of reference of the cadastre for the parish of Saint Césaire, said district.

2. Another immovable situated in the parish of Saint Michel de Rougemont, on the west side of the range Cordelia, known and designated as being the

numéro six cent soixante et dix (670), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Césaire, district de Saint-Hyacinthe, moins la partie d'icelui pouvant appartenir ou appartenant à Ephrem Charron, et représentant une étendue pour la dite partie de neuf perches de large par dix arpents de profondeur.

Pour être vendus séparément, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Michel de Rougemont, le SEIZIEME jour de JANVIER prochain, à UNE heure de l'après-midi.

J. M. BORDUA, Shérif.  
Bureau du Shérif, Saint-Hyacinthe, 13 décembre 1905. 4253  
[Première publication, 16 décembre 1905.]

### Ventes par le Shérif—Terrebonne

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS MANDAT DE CURATEUR.

*Cour Supérieure.*

District de Terrebonne, } EUSEBE GIBAULT,  
Ste-Scholastique, savoir: } Failli, et JOSEPH  
No 126. } CHARLES LAROCQUE,  
Requérant, et Kent & Turcotte, curateurs.

Comme délaissés par le dit failli, savoir :

1° Un emplacement situé en la ville de Saint-Jérôme, comté et district de Terrebonne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Saint-Jérôme, sous le numéro trois cent deux (302).

2° Un autre emplacement situé au même lieu, connu et désigné aux mêmes plan et livre de renvoi officiels, sous le numéro trois cent vingt-trois (323)—avec les bâtisses y érigées sur les dits lots.

Pour être vendus à la porte de l'église catholique, en la ville de Saint-Jérôme, dit district, le DIX-SEPTIEME jour de JANVIER prochain (1906), à ONZE heures de l'avant-midi.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sainte-Scholastique, 13 décembre 1905. 4313  
[Première publication, 16 décembre 1905.]

### Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du deuxième jour de novembre 1905, de nommer MM. François Saucier, agent des terres et bois, et George Dionne, notaire, conjointement agent des terres et bois, pour la division de la Vallée de la Matapédia, tous deux demeurant à Amqui. 4299

### Demandes à la Législature

Province de Québec, }  
District de Montréal. }  
AVIS.

Avis vous est par les présentes donné que messieurs Maurice R. de Meslé, Rodrigue Carrière, Narcisse Beaudry, Victor Lévesque et Patrick Mount, tous opticiens, de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, et membres de l'Association

lot number six hundred and seventy (670), of the official plan and book of reference for the parish of Saint Césaire, district of Saint Hyacinth, less the part of said immoveable belonging or may belong to Ephrem Charron, and representing a quantity of land for the said part of nine perches in width by ten arpents (acres) in depth.

To be sold separately, at the parochial church door of the parish of Saint Michel de Rougemont, on the SIXTEENTH day of JANUARY next, at ONE o'clock in the afternoon.

J. M. BORDUA, Sheriff.  
Sheriff's Office, Saint Hyacinth, 13th December, 1905. 4254  
[First published, 16th December, 1905.]

### Sheriff's Sales—Terrebonne

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS has been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS. CURATOR'S WARRANT.

*Superior Court.*

District of Terrebonne, } EUSEBE GIBAULT,  
Ste. Scholastique, to wit: } Insolvent, and  
No. 126. } JOSEPH CHARLES  
LAROCQUE, Petitioner, and Kent & Turcotte, curators.

As abandoned by the said insolvent, to wit :

1. A lot situate in the town of Saint Jérôme, county and district of Terrebonne, known and described on the official plan and book of reference of the said town of Saint Jérôme, as number three hundred and two (302).

2. Another lot situate at the same place, known and described on the same official plan and book of reference, as number three hundred and twenty three (323)—with the buildings erected on said lots.

To be sold at the catholic church door of the town of Saint Jérôme, said district, on the SEVENTEENTH day of JANUARY next (1906), at ELEVEN of the clock in the forenoon.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Sainte Scholastique, 13th December, 1905. 4314  
[First published, 16th December, 1905.]

### Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to appoint, by order in council, of the second day of November, 1905, Messrs François Saucier, lands and forest agent, and George Dionne, notary, joint Crown Lands and Timber, agent for the Matapedia Valley division, all residing at Amqui. 4300

### Applications to the Legislature

Province of Québec, }  
District of Montreal. }  
NOTICE.

Notice is hereby given that Messrs. Maurice R. de Meslé, Rodrigue Carrière, Narcisse Beaudry, Victor Levesque and Patrick Mount, all opticians, of the city of Montreal, in the district of Montreal, and members of the Association of Opticians of the

des Opticiens de la province de Québec, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'un acte les incorporant, eux ainsi que ceux qui font actuellement ou qui feront, à l'avenir, partie de la dite association, comme corps politique, sous le nom de "L'Association des Opticiens de la province de Québec".

Le but de la dite association est de promouvoir l'avancement social et professionnel de ses membres, la promotion et l'avancement de la science de l'optique par la création de laboratoires et la poursuite de recherches scientifiques, la diffusion de la science d'optique par la création de cours spéciaux de cette science, la régularisation de la profession d'opticien par la collation de diplômes et autres certificats d'aptitude et de compétence, et, pour arriver aux fins susdites, l'association demandera le droit d'acquiescer et posséder, en cette province ou ailleurs, les biens meubles et immeubles nécessaires au développement et au fonctionnement de ses œuvres, et tous autres pouvoirs pouvant s'y rattacher.

(Signés) M. R. DE MESLÉ,  
ROD. CARRIERE,  
N. BEAUDRY,  
VICTOR LEVESQUE,  
P. G. MOUNT.

PICHÉ & MERCIER,  
Procureurs des requérants,  
Montréal, 9 décembre 1905.

4291

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin d'amender les actes concernant "The North Shore Power Company", et pour augmenter ses pouvoirs :

- (A) Autoriser la compagnie à changer son principal bureau par règlement ;
- (B) Autoriser la compagnie à augmenter son fonds social jusqu'à \$1,000,000.00 ;
- (C) Autoriser la compagnie en aucun temps à emprunter de l'argent et émettre des bons à cet effet, jusqu'au montant de son fonds social émis ;
- (D) Augmenter les pouvoirs de la compagnie et opérations dans les comtés de Saint-Maurice, Champlain, Portneuf, Québec, Montmorency et l'Isle d'Orléans ;
- (E) Autoriser la compagnie à faire des placements dans le stock et bons d'autres compagnies ;
- (F) Autoriser la compagnie à exercer les droits, privilèges, franchises et droits de charte d'autres compagnies et corporations et s'amalgamer et consolider avec telles corporations ;
- (G) Révoquer les clauses ajoutées à la section 16 de la charte de la compagnie par les actes 61, Victoria, chap. 71, et 2 Édouard VII, chap. 70, et en général de révoquer et amender les actes concernant la compagnie, en autant qu'il peut être nécessaire pour donner effet aux susdits objets.

Daté dans la cité de Montréal, ce 14e jour de décembre mil neuf cent cinq.

LAFLEUR, MACDOUGALL &  
MACFARLANE,

4309 Solliciteurs de la compagnie requérante.

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par l'honorable Robert Mackay, sénateur, John E. Aldred, gérant, Howard Murray, comptable, Julian C. Smith, ingénieur, et Thomas McDougall, banquier, tous des cité et district de Montréal, dans la province de Québec, pour obtenir une loi les incorporant et toutes autres personnes qui pourront s'associer à eux comme compagnie à fonds social, sous le nom de "The Southern Electric Company", pour exercer les droits, pouvoirs et privilèges suivants dans les comtés de Nicolet, Yamaska, Arthabaska, Drummond, Saint-Hyacinthe, Bagot, Mégantic, Wolfe, Beauce, Richmond et Sherbrooke, dans la province de Québec, à savoir :

Acheter, manufacturer ou acquiescer autrement en

province of Quebec, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an act incorporating them, as well as all those who will, in future, form part of this association, as a body politic, by the name of "The Association of Opticians of the Province of Quebec."

The aim of the said association will be to promote the social and professional advancement of its members, the promotion and advancement of the science of optics by the creation of laboratories and the pursuit of scientific researches, the diffusion of optical science by the creation of special courses of this science, the regulation of the profession of optician by conferring diplomas and other certificates of fitness and competency, and, to obtain the above mentioned ends, the association will ask for power to acquire and hold, in this province and elsewhere, the movable and immovable property necessary for its development and carrying on of its work, and all other powers which may relate thereto.

(Signed) M. R. DE MESLÉ,  
ROD. CARRIERE,  
N. BEAUDRY,  
VICTOR LEVESQUE,  
P. G. MOUNT.

PICHÉ & MERCIER,  
Attorneys for petitioners,  
Montreal, 9th December, 1905.

4292

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to amend the acts relating to the North Shore Power Company and to extend its powers :

- (A) To authorize the company to change its head office by by-law ;
- (B) To authorize the company to increase its capital stock to \$1,000,000.00 ;
- (C) To authorize the company at any time to borrow money and to issue bonds therefor to the amount of its issued capital stock ;
- (D) To extend the company's powers and operations to the counties of Saint Maurice, Champlain, Portneuf, Quebec, Montmorency and Island of Orleans ;
- (E) To authorize the company to invest in the stock and bonds of other companies ;
- (F) To authorize the company to exercise the rights, privileges, franchises and charter rights of other companies and corporations and to amalgamate and consolidate with such corporations ;
- (G) To repeal the clauses added to section 16 of the company's charter by the acts 61 Victoria, chap. 71, and 2 Edward VII, chap. 70, and generally to repeal and amend the acts relating to the company, so far as may be necessary to give effect to the foregoing.

Dated at the city of Montreal, this 14th day of December, one thousand nine hundred and five.

LAFLEUR, MACDOUGALL &  
MACFARLANE,

4310 Solicitors for applicant company.

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, on behalf of the Honorable Robert Mackay, senator, John E. Aldred, manager, Howard Murray, accountant, Julian C. Smith, engineer, and Thomas McDougall, banker, all of the city and district of Montreal, in the province of Quebec, for an act incorporating them and all others who may afterwards associate themselves with them as a joint stock company, under the name of "The Southern Electric Company," for the exercise of the following rights, powers and privileges in the counties of Nicolet, Yamaska, Arthabaska, Drummond, Saint Hyacinth, Bagot, Megantic, Wolfe, Beauce, Richmond and Sherbrooke, in the province of Quebec, to wit :

To buy, manufacture or otherwise acquire and

aucune manière quelconque, l'électricité ou toute autre source d'éclairage, chauffage ou pouvoir, et toute sorte d'appareils et fournitures, employés en rapport avec iceux et en disposer; faire des produits provenant de leur manufacture et en disposer; acquérir telle propriété nécessaire pour les fins de ses affaires; acheter, louer et mettre en opération les travaux ou entreprise soit en tout ou en partie de toute personne ou corporation faisant ou autorisée à faire toutes affaires ayant rapport aux fins de la compagnie; acquérir, tenir du stock et des bons de toute telle compagnie et en disposer; exercer les franchises, droits et privilèges de toute compagnie ou corporation dans le territoire ci-dessus mentionné, avec pouvoir d'acquérir par loyer, achat ou autrement aucun et tous tels droits, privilèges ou franchises; s'amalgamer ou se consolider avec toute corporation; entrer sur toutes terres pour les fins de construction et pour maintenir les lignes pour les fils électriques, tuyaux ou conduits pour transmettre le pouvoir électrique et pour ériger et maintenir des poteaux et autres travaux et plans; fournir l'électricité ou toute autre source d'éclairage, chauffage ou pouvoir à toutes personnes, compagnies ou corporations dans les comtés ou districts ci-dessus mentionnés, avec pouvoir d'ouvrir toutes rues pour l'érection des poteaux ou pour conduire les fils ou tuyaux sous terre; émettre du stock et des bons, exproprier toutes terres et tous droits de passage pour l'installation des lignes pour conduire l'électricité ou pouvoir dans les limites du territoire assignées à la compagnie, et en général avec pouvoir de faire et acquérir toutes choses nécessaires en rapport aux susdites fins.

Dated at the city of Montréal, ce 14e jour de décembre mil neuf cent cinq.

LAFLEUR, MACDOUGALL &  
MACFARLANE,

4311

Solliciteurs des requérants.

Avis est par le présent donné qu'à la prochaine session de la législature de la province de Québec, une demande sera faite pour l'adoption d'une loi détachant de la municipalité de la paroisse de Saint-Léon de Standon les lots 35 à 38, inclusivement, du 2e rang du canton Buckland, les lots 35 à 40, inclusivement, des 3, 4, 5e rangs du même canton; et les lots 33 jusqu'à 38, inclusivement, du 6e rang du même canton, ainsi que les subdivisions de tous les lots plus haut mentionnés sur les plan et livre de renvoi du canton de Buckland et du cadastre officiel de Saint-Léon de Standon et de Saint-Malachie, et de la municipalité de la paroisse de Saint-Malachie, les lots 29 jusqu'à 34, inclusivement, de chacun des 2, 3, 4, 5e rangs du canton de Buckland et leurs subdivisions, sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Malachie et de Saint-Léon de Standon, les dits lots ainsi détachés devant former une nouvelle municipalité, sous le nom de la Municipalité de la paroisse de Saint-Nazaire.

ROMEO LANGLAIS,  
Procureur des requérants.

Québec, 15 décembre 1905.

4315

### Avis de Faillites

Province de Québec, }  
District de Pontiac. } *Cour Supérieure.*

In re John Gronau,

Insolvable.

Un premier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au neuvième jour de janvier prochain 1906, date après laquelle ce dividende sera payable au bureau du protonotaire de la dite cour, à Bryson.

ADOLPH BRETZLAFF,

Curateur.

Bryson, 13 décembre 1905.

4303

dispose of in any manner whatsoever, electricity or any other source of light, heat or power, and all kinds of apparatus and supplies used in connection therewith, and to make and dispose of any by-products from their manufacture; to acquire such property as may be necessary for the purposes of its business; to purchase, lease and operate the works or undertaking, either in whole or in part of any person or corporation carrying on or authorized to carry on any business within the [purposes of the company; to acquire, hold and dispose of the stock and bonds of any such company; to exercise the franchises, rights and privileges of any company or corporation within the territory above mentioned, with power to acquire by lease, purchase or otherwise any and all such rights, privileges or franchises; to amalgamate or consolidate with any corporation; to enter upon all lands for the purpose of constructing and maintaining lines for electric wires, pipes or conduits for the conveyance of electric power and to erect and maintain poles and other works and devices; to supply electricity or any other source of light, heat or power to all persons, companies or corporations within the counties or districts above mentioned, with power to open up all streets for the erection of poles or for carrying wires or pipes underground; to issue stock and bonds, to appropriate all lands and rights of way for the installation of lines to carry electricity or power within the territorial limits assigned to the company, and generally with power to do and acquire all things necessary for or connected with the aforesaid purposes.

Dated at the city of Montreal, this 14th day of December, one thousand nine hundred and five.

LAFLEUR, MACDOUGALL &  
MACFARLANE,

4312

Solicitors for applicants.

Notice is hereby given that at the next session of the Legislature of the province of Quebec, application will be made for the passage of a Bill detaching from the municipality of the parish of Saint Leon de Standon, the lots 35 to 38, inclusively, of the 2nd range of the township of Buckland; the lots 35 to 40, inclusively, of the 3rd, 4th, 5th ranges of the same township; and the lots 35 to 38, inclusively, of the 6th range of the same township, as also the subdivisions of all the lots herein above mentioned, on the plan and book of reference of the township of Buckland, and of the official cadastre of Saint Leon de Standon and of Saint Malachy, and of the municipality of the parish of Saint Malachy, the lots 29 to 34, inclusively, of each of the 2nd, 3rd, 4th, 5th ranges of the township of Buckland and their subdivisions, on the plan and book of official reference of the official cadastre for the parish of Saint Malachy and of Saint Leon de Standon, the said lots so detached to form a new municipality, by the name of the Municipality of the parish of Saint Nazaire.

ROMEO LANGLAIS,  
Attorney for petitioners.

Quebec, 15th December, 1905.

4316

### Bankrupt Notices

Province of Québec, }  
District of Pontiac. } *Superior Court.*

In re John Gronau,

Insolvent.

A first dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the ninth day of January next, 1906, after which date this dividend will be payable at the office of the prothonotary of the said court, at Bryson.

ADOLPH BRETZLAFF,

Curator.

Bryson, 13th December, 1905.

4304

Avis est donné que J. A. Carignan, de Shawinigan Falls, village Saint-Onge, comté de Saint-Maurice, marchand, a fait cession de ses biens le 14 décembre 1905.

4307 LEFAIVRE & TASCHEREAU,  
Gardiens provisoires.

Province de Québec, }  
District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*  
*In re* J. N. Beaubien, Lorrainville, Québec,  
Insolvable.

Avis est donné par les présentes que le neuvième jour de décembre 1905, j'ai été nommé par ordre de la cour, curateur aux biens de la dite faillite.

Les réclamations assermentées doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.  
H. LAMARRE,  
Curateur.

Bureau : 99, rue Saint-Jacques.  
Montréal, 14 décembre 1905. 4305

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
*In re* Trahan Frères, Montréal, Insolvable.

Avis vous est donné que le 12ième jour de décembre 1905, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession des sus-nommés, qui ont fait une cession judiciaire de tous leurs biens et effets pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre nos mains dans les trente jours de cet avis.  
P. J. CHARTRAND,  
P. L. TURGEON,  
Curateurs conjoints.

Bureau de Chartrand & Turgeon,  
180, rue Saint-Jacques, Montréal. 4301

Notice is given that J. A. Carignan, of Shawinigan Falls, village Saint Onge, county of Saint Maurice, merchant, has made an assignment of his property on the 14th December, 1905.

4308 LEFAIVRE & TASCHEREAU,  
Provisional guardians.

Province of Quebec, }  
District of Ottawa. } *Superior Court.*  
*In re* J. N. Beaubien, Lorrainville, Quebec,  
Insolvent.

Notice is given that on the ninth day of December, 1905, by order of the court, I have been appointed curator to this estate.

Sworn claims must be filed at my office within one month from this date.  
H. LAMARRE,  
Curator.

Office : 99, Saint James street.  
Montreal, 14th December, 1905. 4306

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court*  
*In re* Trahan Frères, Montreal, Insolvent.

Notice is given that on the 12th day of December, 1905, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above-named, who have made a judicial abandonment of all their assets for the benefit of their creditors.

Sworn claims must be filed with us within thirty days from this notice.

P. J. CHARTRAND,  
P. L. TURGEON,  
Joint curators.

Office of Chartrand & Turgeon,  
180, Saint James street, Montreal. 4302

## Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 50.

**ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—**Dmes Bailey vs Smith, 1718 ; Bélanger vs Nadeau, 1720 ; Bloom vs Harrison, 1719 ; Bonaventure vs Touzin, 1719 ; Bonin vs Asselin, 1719 ; Breau vs Cardinal, 1718 ; Côté vs Blackburn, 1720 ; Debien vs Plouffe, 1717 ; Despatie vs Nantel, 1720 ; Désève vs Louvel, 1721 ; Dionne vs Bélanger, 1719 ; Eynovitz vs Fineberg, 1620 ; Gagnon vs Delorme, 1717 ; Galarneau vs Michaud, 1717 ; Girard vs Labonté, 1719 ; Lamarre vs Chevrier, 1718 ; Lanciau vs Péladeau, 1718 ; Leith vs Morache, 1720 ; Levasseur vs Picher, 1720 ; Masse vs Perrault, 1719 ; Mollieur vs Hétu, 1718 ; Morvan vs Fontaine, 1718 ; Olitzka vs Brodsky, 1717 ; Poiré vs Guay, 1721 ; Roy vs Labrèche, 1718 ; Trudel vs Sauriol, 1717 ; Thériault vs Pellerin, 1717.

**ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—**Dme Leclerc vs Richer, 1720.

**ANNONCEURS :—**Avis aux :— Concernant avis, etc., 1701.

**AVIS :—**Requête :— Bethlehem Congregational Church of Westmount, 1716.

**BILLS PRIVÉS :—**Parlement fédéral :—Avis au sujet des :—1702.

**BILLS PRIVÉS, P. Q. :—**Avis au sujet des :—Assemblée législative, 1706 ; Conseil législatif, 1740 ; Dates de la réception de bills privés, 1702.

**COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES OPÉRATIONS :—**The Universal Construction Company, 1702.

## Index of the Quebec Official Gazette, No. 50.

**ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—**Dmes Bailey vs Smith, 1718 ; Bélanger vs Nadeau, 1720 ; Bloom vs Harrison, 1719 ; Bonaventure vs Touzin, 1719 ; Bonin vs Asselin, 1719 ; Breau vs Cardinal, 1718 ; Côté vs Blackburn, 1720 ; Debien vs Plouffe, 1717 ; Despatie vs Nantel, 1720 ; Désève vs Louvel, 1721 ; Dionne vs Bélanger, 1719 ; Eynovitz vs Fineberg, 1720 ; Gagnon vs Delorme, 1717 ; Galarneau vs Michaud, 1717 ; Girard vs Labonté, 1719 ; Lamarre vs Chevrier, 1718 ; Lanciau vs Péladeau, 1718 ; Leith vs Morache, 1720 ; Levasseur vs Picher, 1720 ; Mollieur vs Hétu, 1718 ; Masse vs Perrault, 1719 ; Morvan vs Fontaine, 1718 ; Olitzka vs Brodsky, 1717 ; Poiré vs Guay, 1721 ; Roy vs Labrèche, 1718 ; Trudel vs Sauriol, 1717 ; Thériault vs Pellerin, 1717.

**ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD :—**Dme Leclerc vs Richer, 1720.

**ADVERTISERS :—**Notice to :— Respecting notices, &c., 1701.

**NOTICES :—**Petition :— Bethlehem Congregational Church of Westmount, 1716.

**PRIVATE BILLS :—**Federal Parliament, notices respecting the :—1702.

**PRIVATE BILLS, P. Q. :—**Notices respecting the :— Legislative Assembly, 1706 ; Legislative Council 1704 ; Dates for the reception of private bills, 1702.

**COMPANY AUTHORIZED TO DO BUSINESS :—**The Universal Construction Company, 1702.

**DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—**Brayerdit St. Pierre & Fils, 1710; Compagnie T. P. Pelletier, 1708; Church of the Messiah, 1710; Cie de chemin de fer de Matane et Gaspé, 1714; Club Viger, 1713; Chemin de fer Québec Central, 1715; Corporation de la ville Lévis, 1712; Corporation du village de Saint-Joseph de Bordeaux, 1714; Corporation du village de Notre-Dame de Grâce Ouest, 1713; Crédit Municipal Canadien, 1711; Drummond and Royal Trust Coy, 1710; Financial Corporation, 1715; Incorporer une compagnie de chemin de fer, 1711; James Fortune, 1713; Lambe (Dme) et al, 1715; L'Association mutuelle des propriétaires de Billards et de Quilles de la province de Québec, 1712; L'Association Amateur Athlétique Nationale, 1712; La cité de Québec, 1709; La Cie du chemin de fer Atlantique, Québec & Occidental, 1709; L'Association des Opticiens de la province de Québec, 1735; L'Association des hôteliers de la province de Québec, 1710; Les Pauvres Clarisses de Valleyfield, 1709; Les Sœurs de Saint-François d'Assise, 1708; Les Sœurs du Saint-Sacrement, 1712; L'Ordre du Très Saint-Rédempteur, 1710; Montefiore Club, 1715; Montreal Street Railway Coy, 1713; Municipalité de la paroisse de Saint-Nazaire, 1737; North Eastern Railway Coy, 1714; North Shore Power Coy, 1736; Quebec Northern Railway Coy, 1709; Richmond, Drummond & Yamaska Mutual Fire Insurance Coy, 1711; The Congregation of the Catholics of Quebec, speaking the English language, 1713; The Royal Trust Coy, 1712; The Southern Electric Coy, 1736; Trafalgar Institute, 1713; Ville de Fraserville, 1708; Ville de Sainte-Anne de Bellevue, 1711.

**EXAMENS:—**Barreau de:—Montréal, 1716; Québec, 1716.

**FAILLIS:—**Authier & Charette, 1725; Beaubien, 1738; Bellavance, 1724; Bergeron, 1726; Bigaouette, 1723; Bouchard, 1725; Campbell, 1725; Carignan, 1738; Carpentier, 1723; Deom et al, 1725; Fortin & Cie, 1725; Groneau, 1737; Henry, 1724; Héroux, 1724; Labonté, 1722; Lachance, 1726; McKeough, 1723; McManus (Dme), 1722; Mitchell & Son, 1723; Olivier, 1721; Pellerin, 1724; Pelletier, 1723; Pesant, 1722; Picher, 1725; Resther, 1726; Robitaille & Fils, 1721; Ross, 1724; Roy, 1723; Roy, 1725; Samson & Lefebvre, 1722; Sauviat, 1724; Thibault, 1724; Thompson, 1726; Trahan, Frères, 1738; Williamson, 1721.

**NOMINATION:—**Agent des Terres et Bois:—Vallée de la Matapédia, 1735.

**PROCLAMATION:—**Convocation des chambres pour dépêche des affaires, 1701.

**VENTES PAR LICITATION:—**Bydwell vs Dme Firth et al, 1726; Latham et vir vs Latham et al, 1727.

#### VENTES PAR LES SHERIFFS

**ARTHABASKA:—**Crépeau vs Martin et al, 1728.

**BEAUCE:—**Roberge vs Dme Couture, 1729.

**BEAUHARNOIS:—**Houle vs D'Amour ès-qual et al, 1729.

**CHICOUTIMI:—**Bouchard vs Bouchard et al, 1730; Otis vs Grenier, 1730; Paradis vs D.gagné, 1731.

**APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE:—**Brayer dit St. Pierre & Son, 1710; Compagnie T. P. Pelletier, 1708; Church of the Messiah, 1710; Matane and Gaspé Railway Coy, 1714; Club Viger, 1713; Quebec Central Railway, 1715; Corporation of the town of Lévis, 1712; Corporation of the village of Saint Joseph de Bordeaux, 1714; Corporation of the village of Notre Dame de Grâce Ouest, 1713; Credit Municipal Canadien, 1711; Drummond and Royal Trust Coy, 1710; Financial Corporation, 1715; Incorporate a Railway Company, 1711; James Fortune, 1713; Lambe (Dme) et al, 1715; Provincial Mutual Billiards and Bowling alleys Association, 1712; L'Association Amateur Athlétique Nationale, 1712; The city of Quebec, 1709; The Atlantic, Quebec and Occidental Railway Coy, 1709; The Association of the Opticians of the province of Quebec, 1735; The Hotel Keepers Association of the province of Quebec, 1710; Les Pauvres Clarisses de Valleyfield, 1709; Les Sœurs de Saint François d'Assise, 1708; Les Sœurs du Saint Saerement, 1712; L'Ordre du Très Saint Rédempteur, 1710; Montefiore Club, 1715; Montreal Street Railway Coy, 1713; Municipality of the parish of Saint Nazaire, 1737; North Eastern Railway Coy, 1714; North Shore Power Coy, 1736; Quebec Northern Railway Coy, 1709; Richmond, Drummond & Yamaska Mutual Fire Insurance Coy, 1711; The Congregation of the Catholics of Quebec speaking the English language, 1713; The Royal Trust Coy, 1712; The Southern Electric Coy, 1736; Trafalgar Institute, 1713; Town of Fraserville, 1708; Town of Sainte Anne de Bellevue, 1711.

**EXAMINATION:—**Bar of:—Montreal, 1716; Quebec, 1716.

**INSOLVENTS:—**Authier & Charette, 1725; Beau-bieu, 1738; Bellavance, 1724; Bergeron, 1726; Bigaouette, 1728; Bouchard, 1725; Campbell, 1725; Carignan, 1738; Carpentier, 1723; Deom et al, 1725; Fortin & Cie, 1725; Groneau, 1737; Henry, 1724; Héroux, 1724; Labonté, 1722; Lachance, 1726; McKeough, 1723; McManus (Dme), 1722; Mitchell & Son, 1723; Olivier, 1721; Pellerin, 1724; Pelletier, 1723; Pesant, 1722; Picher, 1725; Resther, 1726; Robitaille & Fils, 1721; Ross, 1724; Roy, 1723; Roy, 1725; Samson & Lefebvre, 1722; Sauviat, 1724; Thibault, 1724; Thompson, 1726; Trahan, Frères, 1738; Williamson, 1722.

**APPOINTMENT:—**Lands and Timber Agent:—Matapédia Valley, 1735.

**PROCLAMATION:—**Parliament convoked for dispatch of business, 1701.

**SALES BY LICITATION:—**Bydwell vs Dme Firth et al, 1726; Latham et vir vs Latham et al, 1727.

#### SHERIFFS' SALES.

**ARTHABASKA:—**Crépeau vs Martin et al, 1728.

**BEAUCE:—**Roberge vs Dme Couture, 1729.

**BEAUHARNOIS:—**Houle vs D'Amour ès-qual et al, 1729.

**CHICOUTIMI:—**Bouchard vs Bouchard et al, 1730; Otis vs Grenier, 1730; Paradis vs Dagagué, 1731.

**MONTRÉAL** :—Desmarais vs Auclair, 1731 ; Gravel vs Gravel, 1732 ; Meloche (Dme) vs Larose, 1732.

**RICHELIEU** :—Lamarre es qual vs Delle Lemire et al, 1732.

**SAGUENAY** :—Morin vs Vandal, 1733.

**SAINT-FRANÇOIS** :—Hovey vs Woodard, 1733 ; McArthur (Dme) et al vs Charest, 1734.

**SAINT-HYACINTHE** :—Ryder vs Delle Drummond, 1734.

**TERREBONNE** :—Gibault, Failli, 1735.

**MONTRÉAL** :—Desmarais vs Auclair, 1731 ; Gravel vs Gravel, 1732 ; Meloche (Dme) vs Larose, 1732.

**RICHELIEU** :—Lamare ès-qual vs Delle Lemire et al, 1732.

**SAGUENAY** :—Morin vs Vandal, 1733.

**SAINT FRANCIS** :—Hovey vs Woodard, 1733 ; McArthur (Dme) et al vs Charest, 1734.

**SAINT HYACINTH** :—Ryder vs Delle Drummond, 1734.

**TERREBONNE** :—Gibault, Insolvent, 1735.